ANNEXE 2

à la note N°D-14-626/DEF/EMAT/DRAT/RE-RI-RCIT du 19 décembre 2014

	Questions	Réponses
1.	<p>Décorations</p> <ul style="list-style-type: none"> - suivi des décorations, notamment MSMV échelon or notamment. - déroulement de carrière (idée de fond: VAE). <p>1 - MSMV:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un officier titulaire de la MSMV ARGENT depuis 1999, totalisant 31 cycles de notation, 19 ESR depuis 1995, tout ceci sans interruption: comment se fait-il que ce cadre n'ait pas déjà obtenu la MSMV OR? - notons un cadre de la même promotion que le précédent, du même niveau que lui, <u>ET totalisant 4 cycles de notation en moins</u>, totalisant autant d'ESR et d'une notation et d'un poste d'affectation moindres a été promu: où est la logique? Correspond-elle à la définition de la MSMV? <p>2- MDN:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un officier issu du contingent s'est vu attribuer la MDN BRONZE alors qu'il totalisait à l'époque de cette attribution plus de 800 points et plus de 10 ans de service.... Est-ce normal? <p>3- ONM:</p>	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>La CCROAT n'a pas vocation à traiter les cas individuels et dans le cas présent un simple contact avec le chancelier de la formation administrative aurait été suffisant.</p> <p>L'avancement et les décorations ne constituent pas un droit mais relève avant tout d'un choix de commandement à plusieurs niveaux. Ces décisions visent respectivement à valoriser le potentiel ou les mérites et non à satisfaire une revendication personnelle.</p> <p>Concernant l'avancement dans la réserve opérationnelle, il est effectué exclusivement au choix dans un contexte concurrentiel. Au-delà des légitimes attentes individuelles, il est rappelé que la détention du diplôme militaire requis par la politique du grade ainsi que la pratique d'activités régulières associée à des résultats probants conditionnent le déroulé de carrière. A cet effet, les classements et fusionnements portés par les autorités d'emploi revêtent une importance capitale dans les travaux car ils sont représentatifs du choix des chefs. Evolution pour l'année 2015, il faut noter que la détention du BTEM/G sera exigée pour l'accès au grade de colonel. Pour l'ensemble des grades, il faut souligner que 20 proposables ont été retenus au titre de l'avancement ultime en 2014.</p> <p>Concernant les décorations, la sélection s'effectue également dans un contexte concurrentiel à plusieurs niveaux. Les mentions d'appui et les mérites comparés conditionnent la décision de l'autorité habilitée. Il faut cependant souligner que l'échelon bronze est exclusivement du ressort du chef de la formation administrative.</p>

	<p>- un officier proposé, mémoire en 2004, a dû attendre 10 ans pour recevoir cette décoration: est-ce normal?</p> <p>Remarque: ce qui m'a été demandé, ce que j'ai réalisé:</p> <p>- 1999: Le Directeur central du Génie m'avait demandé une étude relative aux personnels réservistes (OR et SOR) et à leur formation (j'ai fait une grande partie de ma carrière au sein du service du Génie).</p> <p>- 2010: Le Général d'Armée IRASTORZA, ancien CEMA, m'avait chargé de lui faire parvenir une étude relative à la formation des personnels de la réserve des services et de la chaîne OTIAD.</p>	
2.	<p>Chancellerie : restriction accès au titre de spécialiste d'état-major</p> <p>L'accès au titre de "spécialiste d'état-major" est réservé pour les sous-officiers, aux grades d'adjudant à major. Est-il envisageable de permettre l'accès à ce titre aux autres sous-officiers ?</p>	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>Le titre de « spécialiste d'EM » n'existe pas, ni statutairement, ni en gestion ; sauf peut-être dans l'imaginaire collectif.</p> <p>En revanche, il existe une formation EM à l'ESORSEM dont les 3 <u>conditions de candidature ne portent en aucun cas sur le grade</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être sous-officier de réserve. - être affecté dans un poste de la voie état-major ou appelé à y servir. - être titulaire diplôme du 2e D (BAS2, BSTAT, BMP2) <p><u>RAPPEL SUR LA FORMATION</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Voir directive technique 2015 de mise en formation en ligne sur portail DRHA/BRES - voir également Instruction 200 de l'ESORSEM du 5 juillet 2013 <p>La formation n'est pas une fin en soi.</p> <p>Elle doit répondre à un besoin de qualification au regard du parcours et/ou de l'emploi tenu. L'estimation du besoin relève d'abord du commandement (en dialogue avec le réserviste).</p> <p><u>CONCLUSION</u></p> <p>L'accès au SOFEM est ouvert à tous les SOR BAS2 servant ou étant appelé à servir en EM.</p>

3.	<p>Réserviste dans les organismes RENS</p> <p>Est-il possible pour les réservistes qualifiés renseignement avec expérience opérationnelle de servir au sein d'organismes tels DGSE, DCRI ?</p>	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>DGSE : oui après phase d'entretiens et tests qui durent 18 mois environ. Faire connaître le volontariat qui sera transmis à la DGSE.</p> <p>La DCRI n'existe plus et a été remplacée par la DGSi qui dépend du ministère de l'intérieur donc non concerné.</p>
4.	<p>Epreuves de sélections professionnelles (ESP) non autorisés aux sous-officiers de la RO Terre</p> <p>Depuis quelques années déjà et confirmé par la circulaire N° 22828/DEF/DRH-AA/ESOM/EM/BSC du 07 novembre 2013 pour les épreuves de 2014 et par le MSG 5670/DEF/DRH-AA/ESOM/EM/BSC du 22 octobre 2014 pour les épreuves 2015, la DRH-AA autorise les candidatures aux épreuves de sélections professionnelles (ESP) aux sous-officiers d'active et de la réserve opérationnelle.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pourquoi la DRH-AT n'autorise pas cette candidature aux sous-officiers de la réserve opérationnelle Terre ? 	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>La mise en place d'un concours ESP est prévu en 2015 pour l'armée de terre, en liaison entre le BRES et l'ESORSEM. Textes à venir. Volume envisagé de candidats autorisés à concourir : 70. CPC et PED suivis d'un examen écrit puis oral.</p>
5.	<p>Carrière</p> <p>Le problème auquel je suis confronté est celui d'un aspirant qui vient de faire la FIOR2 voie EM, car il était trop âgé pour faire la FIOR2 voie commandement. Le cas peut paraître incongru mais il a son explication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - âgé de 34 ans, l'intéressé est arrivé juste trop tard pour faire son service militaire ; - il n'a appris que récemment (grâce à un collègue de travail réserviste) qu'il est possible de devenir réserviste 	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>Compte tenu que la FIOR D voie commandement nécessite d'abord d'avoir reçu une formation type PROTERRE au sein d'abord d'une PMS (19 jours) puis de la FIOR D CDT (19 jours), en particulier tous les certificats ISTC (certificat de moniteur qui lui permet de diriger une séance de tir), et que la FIOR D EM ne dure que 12 jours avec la seule délivrance du certificat tireur ISTC, il n'est pas possible de revenir en arrière pour lui faire suivre ces différents cursus qui sont impératifs avant de suivre le stage CDS Proterre.</p> <p>Cela étant, rien ne l'empêche d'être employé au BOI du RGT à la cellule EPMS ou autre. Mais il n'aura jamais vocation à commander des hommes sur le terrain.</p>

ab initio ;

- son niveau d'études et ses aptitudes générales lui permettaient de prétendre à la FIOR2, à laquelle il s'est inscrite (avec une motivation confortée par la FMIR qu'il avait faite entretemps - cf. mon message précédent) ;

- vu son âge avancé, il n'avait plus droit qu'à la FIOR voie EM (qu'il a réussie avec brio) ;

- toutefois, ayant démontré son goût du terrain, son bon esprit, ses très bonnes qualités physiques et sa disponibilité (il est professeur d'EPS), ce réserviste ne nous cache pas que, s'il est obligé d'aller dès maintenant en EM (et donc aussi quitter son régiment), il le fera, mais qu'il préférerait pouvoir (ré)intégrer la voie commandement (et en corollaire, rester au sein de l'UIR à laquelle il avait commencé à s'attacher après y avoir fait sa FMIR).

Le problème qui se pose à mon régiment est donc le suivant :

- Certes, même s'il sort de FIOR-EM, rien ne nous empêche d'employer ce réserviste au sein de l'UIR, d'abord comme doublure de CDS le temps d'un apprentissage (en tout état de cause, le REO étant ce qu'il est, nous n'aurions pas de place pour un ASP parmi les compléments individuels) ;

- mais nous voudrions pouvoir utiliser *officiellement* ce réserviste dans la voie commandement (avant qu'il soit "rattrapé par son destin" et affecté en EM, comme tout officier de réserve même issu de la voie commandement

POC à la DRHAT : LCL de FLEURIAN.

	<p>est de toute façon voué à l'être après être devenu ORSEM).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour cela, dans un premier temps, nous voudrions avoir la possibilité d'envoyer cet ASP en stage CDS Proterre (dès 2015), plutôt que de n'avoir que le palliatif de le former sur le tas ; - et peut être ensuite (soit dit sans pour autant vouloir mettre la charrue avant les bœufs) en faire un adjoint puis un CDU, tant il est vrai que les CNE ayant suffisamment de disponibilité pour commander une UIR sont une ressource rare. - Nota : même s'il doit s'avérer que notre réserviste soit d'ores et déjà trop avancé dans la voie EM pour pouvoir espérer devenir CDUIR, qu'à cela ne tienne, nous resterions néanmoins intéressés (lui comme le régiment) à pouvoir au moins l'envoyer en stage CDS Proterre pour qu'il puisse être employé quelques temps dans cette fonction (ne serait-ce que le temps de faire en parallèle sa formation d'ORSEM) ; et même, tout "vieux" qu'il soit déjà, relativement, je pense que cet ASP pourrait réellement apporter du sang neuf et tirer vers le haut l'encadrement de notre UIR. <p>- <u>avis, conseils, POC à la DRHAT</u></p>	
6.	<p>Avancement des réservistes.</p> <p>Pour les officiers comme pour les sous-officiers, l'avancement reste très mal connu et suscite de grandes interrogations. Existe-t-il un document de référence</p>	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>L'avancement demeure un acte de commandement et les documents de référence sont diffusés aux seules autorités concernées.</p> <p>Considérant les règles générales, la détention du diplôme militaire requis par la</p>

	expliquant celui-ci, si non quelles en sont les règles.	politique du grade ainsi que la pratique d'activités régulières associée à des résultats probants conditionnent le déroulé de carrière. A cet effet, les classements et fusionnements portés par les autorités d'emploi (non communiqués à l'intéressé) revêtent une importance capitale dans les travaux car ils sont représentatifs du choix des chefs.
7.	<p>Chancellerie : affectation des EOR</p> <p>Chaque année, des aspirants issus des EOR de Coëtquidan sont affectés en régiment (en septembre).</p> <p>Or, nous ne maîtrisons absolument pas le flux de jeunes officiers affectés dans nos unités. Lorsqu'ils sont en sur nombre, nous risquons de ne pas pouvoir leur donner de poste en adéquation avec leur fonction.</p> <p>Serait-il possible que le nombre de places disponibles en régiment soit défini chaque année en amont avec la DRHAT, afin d'éviter des sureffectifs de jeunes officiers ?</p>	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>Un message de prospection est diffusé tous les ans pour que les formations expriment leurs besoins. Cette année, MSG n° 486767/DEF/RH-AT/RESERVE/GEST/MEF du 5/11/2014.</p> <p>La commission de recrutement de ces officiers aura lieu en avril 2015 or chaque année, force est de constater qu'à cette date, les expressions de besoin sont largement incomplètes ou inexistantes.</p>
8.	<p>Limite d'âge pour les MDR dans la réserve</p> <p>Pourquoi une limite d'âge (50 ans) pour les militaires du rang. Une dérogation est-elle possible ?</p>	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>Non. C'est statutaire et défini dans le code de la défense.</p>
9.	<p>Limite d'âge pour les réservistes.</p> <p>Est-il possible de revoir les limites d'âge pour les réservistes. Allongement de ces limites d'âge permettra une durée de vie plus longue du réserviste et donc allongement des contrats ?</p>	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>Idem. De plus, la quasi-totalité des réservistes a bénéficié d'un allongement des limites d'âge (jusqu'à 2 ans) suite à l'adoption de la loi sur les retraites en 2011. A l'occasion d'un prochain aménagement de cette loi qui est inéluctable, les limites d'âge seront relevées d'autant.</p>
10.	<p>Solde – Notation – Décoration – Carrière réserviste.</p> <p>Problème de notation suite aux journées non soldées en</p>	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>Ce qui fait foi pour l'avancement et les décorations, ce sont les journées</p>

	<p>raison des restrictions budgétaires : Faute de budget, les journées missionnées ne sont pas soldées, et non prises en compte sur l'année N, ni sur l'année N+1 – donc non prise en compte pour la notation. Comme le réserviste n'a pas pu être noté, sa solvabilité est remise en cause auprès de la chancellerie, conséquence : plus d'ESR. D'autres conséquences : promotions, décorations, Serait-il possible que ces éléments soient pris en compte sans pour autant geler la carrière du réserviste ?</p>	<p>effectivement effectuées après convocation et qui entraîne enregistrement dans Concerto et droit à solde.</p> <p>Tout autre mode de convocation est considéré comme du bénévolat du service public et n'est en conséquence pas pris en compte pour l'avancement et les décorations.</p> <p>A noter que pour tous les réservistes, les années 2008 et 2009 qui avaient connu des problèmes de gel d'activité suite aux ponctions budgétaires se sont tous vu attribuer d'office 15 jours d'activité.</p>
11.	<p>Notation</p> <p>Dans le cadre de la simplification administrative ne pourrait-il pas être envisagé une procédure de notation des réservistes plus rationnelle, par exemple pour ceux effectuant peu de journées d'ESR ?</p>	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>A l'étude en interarmées et également avec l'active.</p>
12.	<p>Décorations.</p> <p>L'obtention de décorations et l'avancement dans les ordres nationaux restent inconnus de la plus part des réservistes. Existe-t-il un document de référence expliquant celui-ci, si non quelles en sont les règles.</p>	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>Le guide des décorations des réserves 2014 détaille les conditions pour pouvoir postuler aux différentes décorations.</p> <p>Ce document est en ligne sur le site de la DRHAT. (RESERVE/CHANCELLERIE/DECORATIONS)</p> <p>Sur ces sujets, il est conseillé de prendre contact avec le chancelier de la formation administrative.</p>
13.	<p>Simplification de la gestion des réservistes</p> <p>La mise en place des bases de défense a créé un intermédiaire supplémentaire (le GSBdD) entre le réserviste et son organisme d'emploi. Cet intermédiaire, dont les rouages de fonctionnement sont souvent mal connus, génère des retards dans la transmission des convocations,</p>	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>A l'étude avec la DC SCA, nouvelle tête de chaîne des GSBdD.</p>

	ordres de mission et autres dossiers. Ne peut-on pas simplifier cette gestion ou au moins limiter le nombre d'interlocuteurs ?	
14.	<p>Correspondants réserve au sein des GSBdD</p> <p>Où en est de la mise en place des correspondants réserve. Sur quels critères sont-ils recrutés et comment sont-ils formés ?</p>	<p>DCSCA</p> <p>Au 1er septembre 2014, les GSBdD ont été tous placés sous la tutelle directe du SCA. Ce changement n'a entraîné aucune réorganisation majeure si ce n'est celle provoquée par la dissolution de l'échelon régional au 1^{er} juillet 2014 (les EMSD). Pour ce faire, les réservistes, auparavant chargés de l'échelon régional, ont été déplacés au sein des antennes CSO en PFAF, placés sous la tutelle directe du pôle réserves de la DCSCA (et non des PFAF qui les hébergent). Il n'y a aucun recrutement ni formation particuliers pour 2014-2015. La note n° D-12-001483 /DEF/EMA/CPCS/BPM/RES du 21 février 2011 continue à s'appliquer aux correspondants réserve des GSBdD.</p> <p>Les GS ont quelques années d'existence, il a fallu deux ans à mon prédécesseur le LCL Scotto pour établir un réseau de correspondants dans les GS.</p> <p>Ces premiers correspondants ont été choisis par leur chef de corps en réponse à la note du CPCS signée par le général Vergès en 2011.</p> <p>Certains chefs de GS ont choisi un personnel d'active (environ 1/4) d'autres beaucoup plus nombreux ont désigné un ESR.</p> <p>Le mandat initial était prévu pour trois ans, les mouvements du dernier semestre ont empêché la consultation pour le renouvellement des mandats. Les chefs GS seront consultés prochainement par la DCSCA pour désigner un nouveau correspondant réserve ou renouveler le mandat de leur correspondant actuel dans leur formation.</p> <p>(réponse du LCL Hochet)</p>
15.	<p>Gestion des réservistes</p>	<p>DCSCA</p> <p>Les frais de déplacements sont réglés par le CAMID saisis par les correspondants</p>

	<p>En général, tout un tas de problèmes se greffent sur la moindre activité : quel est l'organisme payeur ? Qui est le responsable ? Qui paie les frais éventuels de déplacement ? Quelle est la Base de Défense de soutien ? Sur quel réseau diffuser ? L'Intradef sera-t-il accessible ? Qui peut s'en charger ?</p>	<p>administratifs des GS d'emploi des réservistes</p> <p>Le soutien administratif des réservistes continue de dépendre des règles en vigueur dans chaque AFR, en fonction des SIRH employés (pour l'armée de terre : DRHAT et Concerto). Un projet de décret qui simplifiera les règles de gestion des réservistes vient seulement d'être visé par le CSRM (6 novembre 2014) mais doit encore être visé par le Conseil d'État, signé et publié (il est à l'étude depuis l'été 2012). Ces questions ne relèvent pas nécessairement de la DCSCA mais également des DRH de chaque AFR (la DCSCA n'assurant la gestion de bout en bout que pour les seuls aumôniers de réserve : même les commissaires de réserve sont soldés et administrés selon leur armée d'ancrage). Le principe de l'administration tel qu'il se développe depuis 2011 tend néanmoins à une harmonisation et une simplification : pour les DT, ce sont les règles édictées par le SMODI et mises en œuvre par le CAMID qui s'appliquent aux réservistes ; pour le paiement, en attendant le nouveau logiciel de la solde, la situation dépend du corps auquel sont rattachés les réservistes. Le SIREM qui sera ouvert en 2015 (maîtrise d'œuvre l'EMA/DIAR/BRM) pourra répondre en partie aux questions posées mais l'accès à l'Intradef dépend de la DIRISI)</p>
16.	<p>Gestion : accès à la base de données</p> <p>L'accès à CONCERTO en lecture seule pour les CDU, en plus de celui du Référent Réserve Régimentaire, avait été évoqué pour septembre 2014 lors des visites de la DRHAT dans les FE. Y-a-t-il des évolutions sur ce point ?</p>	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>Le profil existe (ZC:A:OA:CDU_RSV:RSVAALLUE). C'est à l'administrateur Concerto du GSBdD de l'ouvrir nominativement pour le CDU en titre.</p>
17.	<p>Rémunérations</p> <p>Dans le cadre des activités du CPCO, certains de nos réservistes sont à poste 26 heures continues (officiers de quart au CSVO).</p> <p>Est-il normal qu'ils soient rémunérés de 2 jours de solde par vacation ? Existe-t-il une possibilité de ne les rémunérer qu'une demi-journée supplémentaire ou</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>B.RES : LOUVOIS ne sait payer que des journées entières. Il existe cependant la possibilité de ne comptabiliser qu'une demi-journée d'activité mais il faut les regrouper les demi-journées (ex. 2 X 1,5=3) sur le relevé d'activités qui servira à l'enregistrement des droits dans CONCERTO.</p>

	<p>moins ?</p> <p>Les économies générées par une éventuelle diminution seraient importantes (2 off/ 1 s-off à 56 convocations/an x 2 journées</p>	
18.	<p>Rémunérations</p> <p>Après la solde du mois de septembre 2014 n'ayant pris en compte que les jours effectués durant la 1e quinzaine du mois d'août et celle d'octobre uniquement les jours effectués dans la 2e quinzaine d'août, pourquoi la solde de novembre (solde arrêtée dans CONCERTO pour le mois de novembre) ne prendra-t-elle en compte que les jours effectués durant la 1e quinzaine de septembre ?</p> <p>Cela est surprenant et mérite une explication car on pouvait légitimement espérer, compte-tenu de la solde d'octobre, que celle de novembre prendrait au moins en compte les jours effectués durant le mois de septembre en entier, ainsi que ceux de la 1e quinzaine, voire des 3 premières semaines d'octobre (compte-tenu du PRIMO de la note n° 314431/DEF/EMAT/DRAT/BAP/NP du 25 septembre 2014 concernant la clôture de fin de gestion 2014)...</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le versement de la solde des réservistes se fait uniquement sous forme de rappels. - la prise en compte de ces rappels (effectués sur la base des saisies dans CONCERTO des activités par l'OA du réserviste) par le système de solde LOUVOIS est conditionnée par l'existence de flux informatiques entre les deux systèmes. <p>De fait les décalages signalés peuvent avoir dans ce cadre deux origines :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dates tardives de saisie par rapport aux flux existants ; - absence de flux à certaines périodes du calendrier de solde (périodes de pré-clôture et de clôture notamment. <p>A ceci s'ajoutent les détections d'anomalies techniques qui imposent, pour éviter la multiplication des trop versés ; de bloquer la totalité des rappels (active et réserve, dus et indus) faute de temps pour discriminer les rappels justifiés des rappels indus.</p>
19.	<p>Bulletin de solde</p> <p>Il existe toujours le même problème de lecture des bulletins de solde.</p> <p>Au mois de septembre 2014, il est impossible de savoir à quoi correspond le rappel de solde effectué.</p> <p>Prime de Haute technicité</p> <p>La réglementation prévoit le paiement de la solde de réserve identique à celle de l'active.</p> <p>Pourquoi la Prime de Haute Technicité (PHT) obtenue en</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>Les BMS font normalement désormais apparaître les journées effectuées.</p> <p>Compte tenu de la multiplication des actions de corrections des anomalies opérées ces derniers mois, il se peut que les rappels se soient cumulés, ce qui rend effectivement leur interprétation plus complexe.</p> <p>BRES : la PHT est une prime d'active, contingentée. Réponse de la DRHMD :</p>

	<p>activité, n'est-elle pas prise en compte dans la solde réserve ?</p>	<p>Il résulte de l'ensemble de ce qui précède que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un militaire peut perdre le bénéfice de la PHT au cours de sa carrière ; il n'a pas de droit acquis au maintien de cette indemnité ; - les réservistes n'ont pas vocation à bénéficier de cette indemnité destinée à fidéliser le personnel d'active disposant de qualifications nécessaires à l'institution ; sauf à ce que l'autorité de gestion des ressources humaines considère qu'il convient de fidéliser les compétences de cette catégorie de personnel sur son contingent annuel.
<p>20.</p>	<p>Délais de virement des soldes des réservistes</p> <p>Depuis la mise en place des GSBdD, le virement des soldes est passé de 1 à 2 mois à 3 à 4 mois. Cette augmentation de délai, à ce jour inexplicite, peut-elle être réduite ?</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>Cf. réponse à la question 18 qui expose les raisons des décalages constatés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le versement de la solde des réservistes se fait uniquement sous forme de rappels. - la prise en compte de ces rappels (effectués sur la base des saisies dans CONCERTO des activités par l'OA du réserviste) par le système de solde LOUVOIS est conditionnée par l'existence de flux informatiques entre les deux systèmes. <p>De fait les décalages signalés peuvent avoir dans ce cadre deux origines :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dates tardives de saisie par rapport aux flux existants ; - absence de flux à certaines périodes du calendrier de solde (périodes de pré-clôture et de clôture notamment. <p>A ceci s'ajoutent les détections d'anomalies techniques qui imposent, pour éviter la multiplication des trop versés ; de bloquer la totalité des rappels (active et réserve, dus et indus) faute de temps pour discriminer les rappels justifiés des rappels indus.</p>
<p>21.</p>	<p>Solde : saisie des missions</p> <p>Pourquoi une activité effectuée en septembre et dont la saisie dans CONCERTO est « bouclée » avant la fin du même mois n'est-elle pas payée avec la solde du mois d'octobre ?</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>Cf. réponse à la question 18 qui expose les raisons des décalages constatés.</p>

	Quelle est la règle des dates de saisies pour le règlement de la solde ?	
22.	<p>Paiement de la solde et des frais de missions</p> <p>Serait-il possible d'éviter des paiements à j+ 2 mois en fin de gestion ? Ceci n'est pas gênant pour des petits montants mais pour des missions comme VIGIPIRATE où certains personnels prennent des congés sans solde, des personnels se mettent dans des situations financières délicates et sont moins motivés pour des futures missions.</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>Cf. réponse à la question 18 qui expose les raisons des décalages constatés.</p> <p>En complément DCSCA/SMODI/BPIL :</p> <p>Le paiement de la solde des réservistes, tout comme celui de la solde des militaires d'active obéit à un calendrier mensuel spécifique (en général fin des saisies impactant la solde du mois M au tout début de ce même mois).</p> <p>En fin d'année, pour respecter les contraintes imposées par le MINEFI en matière budgétaire et comptable, le montant des dépenses de rémunérations du ministère doit être connu plus tôt. De ce fait, la date de clôture des opérations de prise en compte des informations « solde » est avancée : la solde d'un mois M est alors clôturée en M-1.</p> <p>Cette compression du calendrier, ainsi que la saisie des périodes dans le SIRH après leur complète exécution induit le plus souvent un décalage du paiement à M+2. Cette situation, généralisée pour le MINDEF (la situation est analogue pour les armées non louvoisées comme l'armée de l'air ou la gendarmerie) est quasiment inévitable</p>
23.	<p>Cotisation des réservistes pour la pension de retraite</p> <p>Solde des réservistes : pourquoi cotisons nous toujours pour la pension ?</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>En application de l'article L.63 du CPCM, toute solde est soumise au prélèvement de la retenue visée aux articles L.61 et L.62 même si les services ainsi rémunérés ne sont pas susceptibles d'être pris en compte pour la constitution ou pour la liquidation de la pension. Ainsi, cette cotisation peut n'avoir aucune contrepartie sur les droits à retraite.</p> <p>SMODI/BPIL</p>

		<p>Le régime de retraite français obéit au principe de solidarité. La cotisation acquittée par chaque agent n'est pas prélevée pour constituer son propre droit à retraite (régime dit « par capitalisation ») mais pour payer les retraites servies par le régime à l'instant T. En conséquence, un réserviste, même pensionné reste assujéti au prélèvement destiné au financement collectif du régime.</p> <p>Ils ne sont à ce titre pas les seuls (ex : les contractuels qui seront radiés sans droit à pension militaire auront cotisé pour le régime militaire sans pouvoir prétendre à l'ouverture de droits).</p>
24.	<p>Cotisations pensions</p> <p>Les réservistes cotisent sur la rubrique « PENSIO » et sous rubrique « retenue pour pension ».</p> <p>Est-ce qu'à la fin de son contrat ESR, le réserviste verra sa pension revalorisée à la fin de son contrat (cas d'un ex militaire d'active, quittant l'institution à sa limite d'âge et qui a plusieurs années d'ESR à son actif, cas d'un ex militaire d'active, ayant quitté l'institution avant sa limite d'âge mais qui s'est engagé dans la réserve opérationnelle, etc....etc....) et est-ce que le dernier indice du grade dans la réserve opérationnelle peut être pris en compte pour la revalorisation de sa pension de retraite ?</p> <p>Dans le cas de réponses négatives, est-ce que la personne en ESR depuis x années peut demander le remboursement des cotisations prélevées ?</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>L'article L.2 du CPCM inclut parmi les bénéficiaires des dispositions de ce code « les militaires servant au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou au titre de la disponibilité ». En conséquence, les militaires concernés peuvent bénéficier des dispositions de l'article L.80 du CPCM permettant une révision de pension sous certaines conditions ou, en application de l'article L.65 du CPCM, d'une affiliation rétroactive au régime général de sécurité sociale et à l'IRCANTEC. Pour ce qui concerne les réservistes titulaires d'une pension militaire de retraite, seules les dispositions de l'article L.80 leur sont accessibles car l'article L.65 s'applique uniquement aux militaires ne pouvant bénéficier d'une pension militaire de retraite ou d'une solde de réforme dont les droits sont alors reversés au régime général de sécurité sociale.</p> <p>L'article L.80 du CPCM permet la révision de la pension des retraités militaires lorsqu'ils effectuent des périodes de réserve d'une durée continue, égale ou supérieure à un mois étant donné que, pendant la durée desdits services, la pension est suspendue. Cette révision n'est donc pas possible lorsque le retraité militaire effectue des périodes de réserve de moins de trente jours ou lorsqu'il perçoit une pension au pourcentage maximum.</p> <p>Les retraités militaires ne remplissant pas les conditions pour obtenir une révision de leur pension ne peuvent bénéficier, en compensation, des dispositions de l'article</p>

		<p>L.65 du CPCM relatif aux règles de coordination entre le régime militaire et le régime général de sécurité sociale. En effet, l'alinéa 2 de l'article L.65 ne permet pas aux retraités réservistes d'obtenir un remboursement de leur retenue pour pension. Cette possibilité n'est ouverte qu'aux agents ne pouvant prétendre à une pension civile ou militaire et dont les services ne sont pas susceptibles d'être pris en compte par le régime général en raison de la réglementation propre à ce régime.</p>
<p>25.</p>	<p>Remboursement des frais de déplacement</p> <p>Il arrive que des décompteurs du CAMID refusent le traitement de factures manuscrites (le mess de Lille n'établit que des factures manuscrites par exemple) et/ou en langues étrangères :</p> <p>Est-ce légal ?</p> <p>Cela répond-il à une réglementation, une directive ou autre ... ? Si oui laquelle ?</p> <p>Quelles sont les langues officiellement acceptées ? Comment doit-on procéder pour les autres ?</p> <p>Lorsque qu'un réserviste n'habite pas à proximité de sa formation d'emploi et que celle-ci n'est pas en mesure de lui assurer le gîte et/ou le couvert, il ne peut prétendre à aucun remboursement. Ne pourrait-on pas revoir ces dispositions qui conduisent à ce que des réservistes, dont l'armée de terre a besoin, ne souhaitent plus faire d'activités.</p>	<p>SMODI/FD</p> <p>Concernant ce point, les factures manuscrites ou informatiques sont traitées par le CAMID. Si un dossier a été rejeté il convient d'en informer le SMODI.</p> <p>Pour les factures en langue étrangère, l'administré doit transmettre la traduction (le français est la seule langue de la République Art 2 constitution).</p> <p>L'article R. 4221-3, al. 3 du code de la défense dispose que « Le contrat rattache le réserviste à la garnison de son lieu d'affectation pour le calcul de ses droits à solde et aux accessoires qui s'y rattachent. ».</p> <p>Ce principe préside à la détermination des droits à indemnité de résidence et des indemnités de déplacement ainsi qu'à la prise en charge des frais liés à la convocation (cf. article R. 4221- 9 du code de la défense : « Chaque période couvre des services effectifs continus et fait l'objet d'une convocation qui ouvre droit aux indemnités de déplacement temporaire, à l'aller et au retour, entre le domicile du réserviste et son lieu d'affectation. Les services comptent du jour de la mise en route jusqu'à celui du retour du réserviste à son domicile. »)</p> <p>Lors d'une période d'activité, le réserviste est assimilé à un militaire d'active. Aussi il bénéficie des mêmes droits et ne peut prétendre à un repas de service pour le repas du soir pris dans la garnison. S'agissant de l'hébergement, il appartient aux armées de prendre en charge ces éventuels frais soit par la mise à la disposition d'un hébergement gratuit, soit par paiement par la FE de ces frais. Dans les deux cas la</p>

		<p>réglementation le prévoit lorsque le réserviste se déplace en dehors de sa garnison d'affectation (cf. décret 2009-545 sur FD PM).</p>
<p>26.</p>	<p>Emploi des BUT</p> <p>Le système des BUT est archaïque et chronophage (3 exemplaires papier à présenter aux guichets surchargés de la SNCF ...puis à renvoyer à l'unité) ne pourrait-on pas envisager (comme cela se fait dans de nombreuses entreprises) un système de "i Billet" mis directement par internet sur les cartes électroniques (type: "carte voyageur/grand voyageur SNCF)?"</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>Réponse du SSLT :</p> <p>Le BUT est jusqu'à présent traité sur le SI HERMES. Or, à partir de janvier 2015, le BUT sera traité sur le SI TACITE. Dès lors, un nouveau modèle de BUT sera utilisé.</p> <p>Il existe 2 types de BUT : un BUT dit « bon de commande » qui prévoit une prise en charge directe du voyageur (échangé contre un billet aux guichets SNCF) et un BUT dit « quart de place » qui prévoit la possibilité pour un militaire de faire valoir sa réduction tarifaire car il est en attente de sa carte de circulation.</p> <p>Concernant le BUT « bon de commande », il est à noter que le militaire ne peut en bénéficier que dans la mesure où le responsable financier (RUO ou RBOP) supportant la dépense a autorisé et identifié une imputation budgétaire sur laquelle le déplacement est pris en charge. Il est donc impératif d'avoir la validation du responsable financier pour éditer un BUT « bon de commande » au profit d'un militaire.</p> <p>Le SSLT traite actuellement un marché public qui prendra effet au 26 mai 2015 (date d'échéance des supports contractuels en cours) et qui prévoit notamment de passer par une agence de voyages pour acheter du e-billet pour du transport ferroviaire. Dès lors, il n'y aura plus d'utilisation du BUT « bon de commande » puisque le voyageur dont le responsable financier a validé la prise en charge du déplacement recevra son billet électronique directement sur la boîte de messagerie électronique qu'il aura indiquée au suppléant voyages traitant sa demande.</p> <p>Concernant l'e-billet inscrit sur la puce d'une carte de fidélité (type grand voyageur SNCF), si le voyageur militaire dispose de cette carte, il est aujourd'hui possible d'y inscrire son e-billet. Cependant, cette faculté n'est pas encore ouverte sur la carte de circulation sécurisée (CCS) qui demeure à ce stade un titre de réduction (justifiant du</p>

		<p>tarif dit du quart de place) et non un titre de transport. Cette demande d'inscription des titres de transport sur la puce de la CCS a été inscrite dans le cahier des charges transmis à la SNCF lors du lancement du projet CCS mais la SNCF a expliqué que les développements informatiques générés par cette demande étaient très importants et très coûteux (de l'ordre de plusieurs millions d'euros), raison pour laquelle la CCS ne porte pas encore de e-billet. Ce projet devrait voir le jour dans une V2 ou V3 de CCS.</p>
27.	<p>Moyens de transport</p> <p>Les nouvelles cartes de circulation SNCF dématérialisées vont entrer en service en juillet 2015. Les réservistes utilisent des Bons Uniques de Transport (BUT) dont les délais d'émission sont parfois longs et il se pose la problématique, depuis quelques mois, de BUT « falsifiés et/ou raturés, photocopiés » renforçant les vérifications et la vigilance des contrôleurs à bord des trains. Si le commissariat de l'Armée de terre a clairement défini et rappelé les conditions d'utilisation des BUT dans une note de 2011, il serait peut-être techniquement intéressant que le réserviste soit inclus dans cette réforme en ayant l'usage d'une carte de circulation à trajet unique entre la gare la plus proche de son domicile et son lieu d'affectation ?</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>Réponse du SSLT :</p> <p>Les cartes de circulation sécurisées sont déjà en cours de déploiement (CCS). La dotation pour la gendarmerie nationale est terminée et elle devrait être finalisée courant janvier 2015 pour l'armée de terre. En juillet 2015, les cartes de circulation papier cesseront de produire leurs effets puisque la dotation en CCS sera terminée.</p> <p>Concernant les BUT, à compter de janvier 2015, ils seront traités sur le SI TACITE, les délais d'émission et de traitement seront raccourcis puisque le SI TACITE a été spécifiquement adapté pour une prise en compte optimale du traitement des BUT.</p> <p>Il n'est pas envisagé, à ce jour, de doter les personnels de réserve de carte de circulation puisque leurs trajets seront pris directement en charge dans le cadre du marché d'agence de voyages.</p> <p>Les seules règles actuellement applicables en matière d'utilisation des BUT sont celles éditées par le SSLT, service du SCA suivant le marché passé entre le MINDEF et la SNCF pour le transport ferroviaire des personnels.</p> <p>Concernant les vérifications renforcées sur les BUT, il est à noter que le BUT est un document engageant les finances de l'Etat. Il est alors impératif de vérifier scrupuleusement du bon emploi des deniers publics, surtout au regard de la fraude particulièrement importante sur ce type de support papier facilement falsifiable qui</p>

		<p>est à la charge exclusive du MINDEF.</p> <p>Concernant la prise en charge des trajets des personnels de réserve, comme indiqué supra, dans le cadre de l'entrée en vigueur du futur marché ministériel d'agence de voyages au 26 mai 2015, les réservistes recevront directement sur leur boîte de messagerie électronique leur billet de train. S'il devait y avoir des modifications, elles seront traitées par le suppléant voyages qui aura traité la commande de billet.</p> <p>Une campagne d'information relative à l'entrée en vigueur du marché d'agence de voyages va avoir lieu à partir de janvier 2015 et tous ces éléments seront repris de manière détaillée.</p> <p>De même, avec le passage sur le SI TACITE du traitement des BUT une note va être diffusée à l'ensemble des armées, directions et services du MINDEF expliquant les changements à venir.</p> <p>Enfin, une note à destination des suppléances relative à l'emploi des BUT sera également diffusée à partir de mi-décembre 2014.</p>
28.	<p>BUT</p> <p>Un BUT (rempli par l'autorité de délivrance puis scanné) peut-il oui ou non être envoyé par courriel et imprimé par son destinataire ?</p> <p>Nota : en termes de simplification ou de complication administrative, ce n'est pas rien, notamment pour les réservistes qui, mois après moi, s'astreignent à prendre l'alerte Guépard réserve, ont pour certains besoin d'un BUT, mais ne s'en sont encore jamais servi (donc si l'on peut éviter la contrainte supplémentaire d'autant de courriers que de BUT à la fois indispensables et voués à rester inemployés...).</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>Réponse du SSLT :</p> <p>Un BUT scanné ne peut pas être utilisé car il ne peut pas être authentifié par les agents de sécurité et de contrôle des trains (ASCT, agents SNCF).</p> <p>Cependant, dans le cadre du passage du traitement des BUT sur le SI TACITE ainsi qu'avec l'entrée en vigueur du futur marché ministériel d'agence de voyages, le traitement des BUT au profit des réservistes va être simplifié.</p> <p>En effet, le nouveau modèle de BUT, validé conjointement entre la SNCF et le MINDEF et applicable à compter de janvier 2015, sera traité sur le SI TACITE. Ce nouveau modèle est plus sécurisé et la couleur fait partie des éléments de sécurité vérifiés par les ASCT, tout comme le timbre humide et l'authentification de la signature.</p> <p>Entre janvier 2015 et le 26 mai 2015 (date d'entrée en vigueur du marché ministériel</p>

	<p>- <u>Si oui, est-il vrai que (comme "on" le dit ici ou là), l'impression doit être en couleur ?</u></p> <p>(ce qui semblerait très incongru car on n'y voit a priori pas d'autre utilité que d'abuser le guichetier de la gare, or tel n'est pas censé être l'enjeu : un BUT scanné et envoyé par courriel est valable ou il ne l'est pas, un point c'est tout, on ne doit pas avoir à dissimuler le fait que ce ne soit pas un original).</p> <p>- <u>Lors du trajet en train, quels sont les documents indispensables à produire ?</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - le volet du BUT que l'on a conservé ? (on me l'a rarement demandé... jusqu'à un jour où j'avais négligé de le prendre et où la négociation avec le contrôleur a été laborieuse) - un ordre de mission en plus, pour justifier de la date précise du déplacement ? (on me l'a parfois réclamé) - une pièce d'identité militaire ou civile ? (on ne me l'a curieusement, jamais demandé en plus, j'ai peut-être suffisamment la tête de l'emploi). 	<p>d'agence de voyages), les personnels de réserve recevront encore un BUT traité dans le SI TACITE mais plus simple d'emploi. L'exemplaire remis par le guichetier SNCF au voyageur reste à présenter à l'appui du billet (titre de transport).</p> <p>L'ordre de mission n'est plus un document justificatif car sur support papier il est facilement falsifiable (une bonne photocopie couleur permet de présenter un faux). Une pièce d'identité militaire n'est pas un justificatif reconnu par la SNCF, à l'inverse d'une pièce d'identité civile permettant d'attester que le porteur du BUT en est le bénéficiaire. Ce dernier point reste à l'appréciation de l'ASCT.</p> <p>Enfin, il est à noter qu'avec l'entrée en vigueur du futur marché d'agence de voyages, ces points seront traités autrement puisque le personnel de réserve recevra directement un billet électronique sur sa boîte de messagerie électronique.</p>
29.	<p>Remboursement des indemnités kilométriques</p> <p>Lors des déplacements, autorisés en véhicule personnel, pour rejoindre leur garnison, le personnel de réserve perçoit rarement le même montant d'indemnité kilométrique, alors que la distance reste toujours identique.</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>SMODI/FD</p> <p>En l'absence de précisions, le remboursement de l'utilisation d'un VL personnel, se fait soit à partir du barème SNCF 2ème cl, soit à partir d'une indemnité kilométrique basée sur la puissance fiscale du véhicule. Le choix entre ces 2 possibilités relève du commandement, ce qui peut expliquer les différences de remboursement pour la même distance.</p>

30.	<p>Cercle national des armées :</p> <p>Pourquoi les officiers de réserve ou honoraires doivent payer plus cher que les officiers en retraite ou que les personnels de catégorie A ou assimilés du ministère de la défense ?</p> <p>Proposition : appliquer le même tarif aux OR ou honoraires,</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>La fixation des tarifs par type de population relève de la compétence du conseil d'administration</p>
31.	<p>Repas du soir des OR en exercice</p> <p>Financement des repas du soir des OR de la chaîne OTIAD lors des exercices 24/24</p> <p>Est-il envisageable qu'une ligne de crédit soit dévolue à ces repas du soir correspondant à des activités d'entraînement planifiables à l'avance ?</p> <p>Durant l'année 2014, la DMD86 a participé à plusieurs exercices 24/24. Si les repas de midi sont pris en charge par le GSBdD en tant que repas de service, aucune disposition n'est prévue pour le financement des repas du soir. Les réservistes ne sont alors pas indemnisés en frais de déplacement car ils sont tous « régionaux » ce qui est une nécessité pour une DMD et la chaîne OTIAD.</p> <p>Il n'y a pas de disposition réglementaire prévue pour prendre en charge ces repas.</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>- selon la réglementation en vigueur, le réserviste en activité dans sa garnison d'affectation ne peut être considéré comme en mission (id pour les personnels d'active) ;</p> <p>- en conséquence, il ne peut prétendre au remboursement des repas du soir (id pour les personnels d'active).</p> <p>En conséquence une telle prise en charge nécessite une modification de la réglementation qui n'est pas à l'ordre du jour.</p> <p>SMODI/FD</p> <p>CF question 25.</p> <p>Lorsque la garnison d'affectation est celle du lieu d'accomplissement de la période d'activité, le décret de 2009-545 ne s'applique pas car la mission n'est pas hors de la garnison d'affectation (cf. art 3).</p>
32.	<p>Repas du soir</p> <p>Le réserviste qui est en mission ESR dans sa garnison n'a pas droit au remboursement des repas du soir. Sachant que de nombreuses garnisons n'ont plus de point de restauration permanent le soir, l'ESR n'habitant pas sur place est obligé de prendre ce repas dans le secteur civil. Pour un sous-</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>Cf. réponse à la question 31.</p> <p>SMODI/FD</p> <p>CF question 25 et question 31.</p>

	<p>officier subalterne cette dépense peut aller jusqu'au quart de sa solde journalière... Ne pourrait-il pas être envisagé pour ces personnels une indemnité forfaitaire pour soulager cette dépense qui suscite souvent un mécontentement et un sentiment d'injustice?</p>	
33.	<p>Accidents de travail : Prise en charge des indemnités</p> <p>Cet été je me suis fracturé la jambe au cours d'une période militaire. A l'issue de cette période je n'ai pu reprendre mon travail à cause du plâtre et des béquilles. J'ai été arrêté 5 semaines par le médecin militaire avec un formulaire « d'accident du travail » La CPAM de l'Isère a refusé ma prise en charge au titre d'accident du travail. Mon employeur le CEA Grenoble m'a informé suspendre ma rémunération pour cette période.</p> <p>Après plusieurs semaines de discussion et d'interprétation du code de la défense par la CPAM, celle-ci a accepté de requalifier cet accident de service en « maladie ». J'ai pu ainsi retrouver mon salaire, les indemnités journalières étant versées par la CPAM. Ne serait-il pas nécessaire d'établir une convention avec la CPAM précisant les droits et devoirs de chacun lors des accidents en service ?</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsqu'un réserviste est victime de dommages subis du fait ou à l'occasion du service, il revient à l'Etat de procéder à la réparation intégrale du préjudice suivant les règles applicables aux militaires en activité de service (art. L.4251-7 du code de la Défense). Cette réparation intégrale comprend l'indemnisation de la perte de salaire subie. - ces dommages engageant la responsabilité sans faute de l'Etat sont traités par les services locaux du contentieux (SLC). - il faut donc contacter le SLC (via l'OA) territorialement compétent pour que cet organisme prenne en charge le dossier et verse directement des indemnités journalières dans le cadre du risque « accident ». - le SLC se retourne ensuite vers la CPAM pour recouvrer le montant des indemnités journalières normalement à la charge de cette caisse.
34.	<p>Déclaration des revenus ESR</p> <p>Les soldes des ESR ont été identifiées (partiellement) sur les déclarations d'impôts sur le revenu 2014 ; problème technique ?</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>Suite à un problème technique ayant affecté l'élaboration des fichiers retraçant les montants imposables des militaires, les soldes des réservistes ont pu faire l'objet d'une intégration en tant que montants imposables.</p>

	« Dans le contexte actuel, est-il envisagé une évolution du régime fiscal appliqué aux soldes des ESR » ?	Chaque réserviste concerné a donc reçu un courrier de l'administration lui permettant de se prévaloir auprès de l'administration fiscale du caractère nul et non avenue de ce montant imposable.
35.	<p>Formation (Gestion de proximité)</p> <p>Les Référénts Réserves Régimentaire (RRR) ont pris plutôt efficacement le relais des bureaux réserve suite à leur disparition. En revanche, les personnels composant le groupe d'échelon « ADM / RH » de chaque unité ont des besoins de formation spécifiques pour assurer une parfaite liaison avec le RRR (Concerto, FD@ligne...). A ce jour, ce besoin est réel, fondé et identifié. Contrairement à nos camarades d'active qui ont un cursus de formation dédié, celui-ci n'existe pas pour la réserve ? Allez-vous y remédier au CAF ?</p>	<p>DRHAT / SDF / BCCF</p> <p>BRES : Le RRR est préférentiellement un sous-officier ex-CCT, profil AES ou PBF. En revanche, les formations RH sont destinées au personnel d'active et par ailleurs il n'est pas décrit de groupe d'échelon dans les UER. Les actes de gestions RH sont donc assurés entre le RRH et le GSBdD. Une modification de ce partage de tâches est à l'étude voir question 13.</p>
36.	<p>Formation :</p> <p>Problématique des prérequis ISTC afférent au stage de Chef de section (module AZUR, déjà évoqué lors des réunions du GPR)</p> <p>La DRHAT impose de détenir l'ISTC AZUR aux jeunes officiers qui doivent aller au stage chef de section. Or seuls les régiments d'infanterie possèdent des formateurs. En conséquence, les autres régiments ne sont pas en mesure de dispenser cette formation et par voie de conséquence leurs jeunes OR ne sont pas admis à suivre la formation de chef de section Proterre. Quelle sera la directive du CFT pour pallier cette impasse administrative ?</p>	<p>DRHAT / SDF / BCCF</p> <p>SDF/BCCF : Le module AZUR requérant une infra particulière, il a été décidé (circulaire N°270543/DEF/DRH-AT/CCF/SC/FIO du 18/02/2014) de donner plus de souplesse aux unités (RGTs) devant former leurs réservistes comme CDS PROTERRE en leur permettant de planifier, au regard de la disponibilité de leurs réservistes, des créneaux AZUR au CENZUB afin qu'ils détiennent ce pré requis indispensable pour suivre la formation CDS PROTERRE.</p> <p>BEMPL : la notice d'instruction sur le tir de combat (n°3244/DEF/RH-AT/SDFE/EI/DEP/SEC du 05/05/2010) stipule que le module AZUR fait partie des pré requis nécessaires pour suivre un stage moniteur IST-C TTA, INF et Combat débarqué. Le CDS Proterre, moniteur IST-C, est responsable de la formation au tir de combat de ses subordonnés et dirige les séances de tir de combat. Les officiers d'active (sauf les OSC-S) et les sous-officiers BSTAT sont logés à la même enseigne, la formation des</p>

		<p>réservistes est bien identique à celle de l'active, il n'y a pas d'incohérence.</p> <p>Le manque d'installation pour effectuer le module AZUR, au profit de l'active comme de la réserve, a conduit le BEMP à envisager le retrait du module AZUR de la certification des moniteurs IST-C.</p> <p>L'EMAT/BEMP a saisi l'EI de cette question qui est inscrite à l'ordre du jour de la commission restreinte du tir de l'Infanterie, le 9/12/2014. Si une décision définitive n'était pas prise avant l'été 2015, une dérogation pourrait être accordée aux candidats au stage chef de section Proterre ne détenant pas le module AZUR, afin qu'ils puissent suivre la formation en 2015, l'attribution du brevet de chef de section Proterre étant suspendue à l'obtention du module AZUR en l'état actuel de la réglementation.</p>
37.	<p>Formation</p> <p>Quels éléments financiers sont à la charge de la formation d'emploi (frais de stage, déplacement, hébergement, alimentation, solde) ?</p>	<p>DRHAT / SDF</p> <p>BRES : rien n'est à charge de la formation si le stage est inscrit au CAF.</p> <p>SDF/BMF : A partir du moment où le stage est inscrit au CAF, les formations d'emploi n'ont rien à payer. Les réservistes sont indemnisés en IJS, les FD, l'hébergement et l'alimentation sont pris en compte par la DRHAT.</p> <p>Dans le cadre d'un stage interne à la formation d'emploi, il s'agit d'une convocation normale par le corps. La solde, les FD trajet aller et retour, repas de midi à charge du corps, l'hébergement à la diligence du corps.</p>
38.	<p>Formation</p> <p>Les FMIR seront-elles centralisées au niveau des CFIM pour assurer un parcours normé du réserviste ?</p>	<p>CFT</p> <p>Il n'y a pas de directive, cependant le programme de formation est clairement défini. Des orientations de mutualisation du niveau brigade existe cependant (ex : 27e BIM et partiellement la 11 BP).</p>
39.	<p>Formation</p> <p>Socler les FMIR est une excellente mesure, mais qui peut</p>	<p>CFT</p> <p>L'esprit de socle est défini pour justement préserver le recrutement. A charge des</p>

	ensuite nuire au budget activités des personnels formés, et partant à la fidélisation de ces mêmes personnels. Y- a- t-il un moyen de concilier ces deux objectifs ?	formations de recruter selon leur besoins et leur capacité d'emploi.
40.	<p>Formation :</p> <p>La formation des SOR SD s'appuie aujourd'hui sur deux périodes consécutives de 15 jours à l'ENSOA en juin.</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'une part, ceci pose une difficulté sérieuse : nombre de candidats potentiels ne peuvent y accéder du fait de leur scolarité (examens ou concours de fin d'année scolaire ou estudiantine) ; - D'autre part, plusieurs retours d'information de candidats ayant suivi cette formation font état du faible intérêt pédagogique de la première période (redite et révision de leurs acquis précédents). <p>En conséquence, deux propositions sont formulées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En premier lieu, analyser et réviser si nécessaire le contenu de la première période ; éventuellement l'écourter voire la supprimer. - En second lieu, envisager de conduire cette formation au mois d'août (comme le DORSEM) et utiliser des instructeurs réservistes si l'ENSOA n'est pas en mesure de fournir l'encadrement d'active nécessaire. 	<p>DRHAT / SDF / BCCF</p> <p>SDF/BCCF : La formation initiale à l'encadrement (FIE) SD se déroule à partir de la dernière semaine de juin, jusqu'à la 3ème semaine de juillet. Ensuite, une autre formation se déroule sur le même principe, avec un début à partir de la dernière semaine d'août, jusqu'à la 3ème semaine de septembre.</p> <p>Au regard des éléments cités supra, les deux périodes correspondent aux attentes de la majorité des réservistes et des étudiants dont la rentrée ne se fait qu'en octobre. Au final, il ne s'agit pas d'une « difficulté sérieuse », pour preuve le taux de participation constaté est de 85% en 2014.</p> <p>Le taux de satisfaction global constaté reflète un réel intérêt que ce soit pour la pédagogie employée ou pour les prérequis demandés. En effet les chiffres du taux de satisfaction sont de 90% en 2014 et de 92% en 2013.</p> <p>Le programme de la FIE répond pleinement aux attentes des stagiaires, le but est que ces périodes restent attractives le plus possible.</p> <p>Au vu des statistiques de l'ENSOA, les stagiaires considèrent que le mois de juillet est bien adapté. De plus le mois d'août est consacré à l'entretien des stands de tir (purge des buttes de tir), cette période estivale n'a donc pas d'activité « Tir ».</p>
41.	<p>Formation : procédure</p> <p>Pour la FIOR2, qui le plus souvent concerne des jeunes qui sont encore dans le civil et vont passer par la PMS, la mise</p>	<p>DRHAT / SDF / BCCF</p> <p>BRES</p> <p>La FIOR 2 n'existe plus depuis la session 2013. Remplacée par la FIOR D CDT et la</p>

en formation se traite directement entre l'intéressé et le CIRFA (logique, puisque le jeune n'a tout simplement pas encore de corps employeur).

Toutefois, il existe aussi le cas de jeunes qui font une FIOR2 qu'alors qu'ils sont déjà affectés en régiment, après avoir fait une FMIR (le temps pour eux d'avoir pu vérifier leur motivation ou d'acquérir le diplôme civil leur permettant de prétendre à la FIOR2).

Or, le jeune qui veut aller en FIOR2 alors qu'il est déjà affecté le fait lui-aussi en traitant directement avec le CIRFA, comme s'il s'agissait d'un candidat "ex nihilo". A la limite, si le jeune part ainsi en FIOR2 "en tout bien tout honneur" mais sans avoir au moins eu le réflexe d'en rendre compte à son CDU, le régiment peut même n'en rien savoir (je ne parle même pas d'avoir son mot à dire) jusqu'au moment où il verra revenir son nouvel aspirant (situation vécue récemment dans mon régiment, avec le cas d'un jeune ayant au demeurant très bon esprit, et d'ailleurs plutôt embarrassé de la situation créée).

Ainsi :

- d'une part, le jeune part en formation d'officier sans qu'il y ait eu de demande de mise en formation procédant d'une décision du corps, ce qui est assez paradoxal puisque "même" l'envoi en FIE (voire en CAME/CATE réalisé en interne) d'un jeune issu de la FMIR procède bel et bien d'une décision de commandement ;

- d'autre part, à l'issue de la FIOR2, le jeune revient en

FIOR D EM. Référence instruction n° 708/DEF/RH-AR/PRH/LEG du 22/10/2014 en ligne sur le portail de la DRHAT.

Sur le fond, c'est exact. Pour les stages de 2015, un aval des formations d'emploi sera demandé pour les candidats qui postulent tout en étant déjà sous ESR.

Il se peut également que le jeune en UER s'impatiente car il n'est ni orienté ni mis en formation donc il prend des initiatives pour pallier l'inertie de formation d'emploi. D'ailleurs je constate que le 53ème RT n'a inscrit aucun sous-officier à la FIOR SD en 2014 et qu'un caporal inscrit à la FIE ne s'est pas présenté à l'ENSOA et le régiment n'en n'a pas rendu compte.

	<p>tant qu'aspirant dans son régiment, qui non seulement n'aurait peut-être pas voulu l'envoyer en FIOR, mais surtout n'aura peut-être pas de poste à lui confier ;</p> <p>- enfin, même s'il y a de la place en UER pour le jeune ASP (de la part de qui, insistons là-dessus, il peut tout à fait n'y avoir aucune intention maligne en faisant sa FIOR2 "dans son coin", puisque telle est la procédure), cette nouvelle affectation risque d'interférer négativement avec des projets de promotion interne qu'avait le CDU pour des cadres de l'UIR, risque donc de nuire à ces personnels, et l'on ne peut pas occulter les effets délétères que risque d'avoir cet étrange cursus en termes de relations au sein de la compagnie.</p> <p>N'y-a-t-il pas une lacune dans le dispositif ?</p>	
42.	<p>Remboursement des frais de stage des réservistes opérationnels : déficit récurrent</p> <p>Tous les stages concernés ont eu lieu à Paris, à l'école militaire. Ne serait-il pas financièrement préférable d'organiser ces actions de formation à l'école d'état-major de Saumur où il serait alors possible de nourrir et loger les stagiaires au sein de l'école, à un coût de revient particulièrement avantageux pour l'Institution et neutre pour les réservistes volontaires ?</p> <p>Illustration : Durant l'année 2014, plusieurs réservistes opérationnels de la DMD86 ont suivi des actions de formation. Systématiquement, ils ont été insuffisamment remboursés des frais engagés. Voici quelques exemples de dépenses et indemnités illustrant ces faits :</p>	<p>SDF/BCCF :</p> <p>L'ESORSEM est la maison mère des officiers de réserve spécialiste d'état-major. Elle est à Paris au sein du CESAT à l'Ecole militaire. Réaliser les stages ailleurs entraînerait le risque de voir disparaître l'école, sa spécificité unique en Europe et son rayonnement.</p> <p><u>ESORSEM :</u></p> <p>1- Dans le cadre du rayonnement un départ en Province serait un très mauvais signe pour la Réserve et une aberration. En effet l'ESORSEM assure l'enseignement militaire supérieur des 1^{ER} et 2^{ème} degrés (EMS1 avec le DORSEM-DEM et l'EMS2 avec le BTEMG) à côté de la DESTIA et de l'EMSST au sein du CESAT. Historiquement, elle est rattachée depuis 1911 à l'Ecole Supérieure de Guerre et est reconnue comme l'école de l'enseignement militaire supérieur pour la Réserve. Enfin son ancrage parisien lui assure la participation de stagiaires étrangers qui</p>

Stage OTIAD à l'école militaire, Paris, 23/06-28/06/2014, 6 jours, lieutenant-colonel Lazare Kruh :

Hébergement = 300€ ; Alimentation = 122,03€ ;

Remboursement = 244,40€ ;

Déficit : -177,63€

La seule indemnité perçue ne couvre donc que partiellement l'hébergement et l'alimentation.

Stage DORSEM à l'école militaire, Paris, 04/08-22/08/2014, 19 jours, capitaine Damien Djanikian :

Hébergement = 1376,50€ ; Alimentation = 472,82€ ;

Remboursement = 1499,17€ ;

Déficit : -350,15€

Stage SITEM à l'école militaire, Paris, 29/07-08/08/2014, 11 jours, lieutenant Didier Blazquez :

Hébergement = 598,20€ ; Alimentation = 259,30€ ;

Remboursement = 501,29€ ;

Déficit : -356,21€

Stage SOFEM à l'école militaire, Paris, 29/07-08/08/2014, 11 jours, adjudant-chef Philippe Bres :

Hébergement = gratuit car logé en famille (un logement IGESA lui serait revenu à 607,20€)

Alimentation = 253€ ;

Remboursement = 225,60€ ;

Déficit : -27,40 € ce qui n'est par révélateur en raison de la gratuité de l'hébergement. Le déficit réel aurait été de 634,60€.

Remarque : Il est anormal de contraindre un cadre motivé et acceptant de suivre une action de formation durant la

exportent cette renommée d'une école unique en Europe.

2- Concernant les remboursements, il n'y a pas de différence entre les problèmes des stagiaires d'Active et de Réserve, tout le monde est sur les mêmes procédures et les mêmes droits. La très grande majorité des stagiaires n'a pas de difficulté particulière concernant ses remboursements. Le seul point de fragilité aujourd'hui (mais connu par l'EMA) concerne le logement en secteur administratif/hébergement conventionné (Mess, hôtels IGESA, chaîne ACCOR) dont le remboursement par le CAMID de Brest se fait en indemnités de stage (la réglementation) au lieu des frais de mission au taux secteur privé. Nos stagiaires sont avertis de ce problème depuis cette année et il leur est déconseillé de se loger dans ces structures tant que le problème ne sera pas traité entre l'EMA et le CAMID de Brest.

Exemple d'échange de mail

Mon capitaine,

Le CNA (Cercle National des Armées) fait partie des organismes référencés « secteur administratif/hôtels conventionné ».

Pour résumer :

Cas 1 : Si vous vous êtes logé ou que vous allez vous loger dans le secteur administratif ou hôtels conventionnés (IGESA, Association Parme-SNCF, chaîne hôtelière Accor) ou militaire (cercle), vous serez remboursés 32,90€/Jour (alimentation midi/soir + nuit) cela quel que soit le montant de la facture d'hébergement.

Cas 2 : Si vous vous êtes logé ou que vous allez vous loger dans le secteur privé vous serez remboursés 92,88€/Jour (alimentation midi/soir + nuit) cela quel que soit le montant de la facture d'hébergement.

A ce jour le montant de la facturation d'une nuitée en secteur administratif ou hôtels conventionnés (cas 1) est généralement supérieure au remboursement journalier forfaitaire auquel vous pouvez prétendre : 32,90€/Jour (alimentation midi/soir + nuit) cela quel que soit le montant de la facture d'hébergement.

C'est à ce titre que nous conseillons le cas 2.

	<p>période estivale, à devoir participer au financement de celle-ci. De plus, il est ardu de faire valoir un cursus de carrière à des réservistes opérationnels s'ils doivent contribuer financièrement parfois très significativement à leur formation.</p>	<p>Dans le cas, logement au cercle, cas 1 (32,90€/jour : alimentation midi/soir + nuit), le remboursement couvre les frais engagés, vous n'avez de raison de faire différemment.</p> <p>Le calcul du remboursement des frais de transport ne figure pas dans les montants annoncés ci-avant, il s'y ajoute et est effectué de manière identique dans les 2 cas.</p>
43.	<p>Visite médicale</p> <p>Afin d'éviter au réserviste de se déplacer dans son unité d'appartenance qui peut être loin de chez lui pour quelquefois, malgré le RDV, ne pas pouvoir être vu par le médecin, et s'il n'y a aucun CMA à proximité de son domicile, pourquoi ne pas instituer la possibilité, comme à l'étranger, d'avoir des médecins référents civils dont la visite serait reconnue par la Défense avec, de surcroît, l'avantage d'économiser des frais de déplacement.</p>	<p>DCSSA</p> <p>Le code de la défense précise dans ses articles R 3233-1 et suivants que le service de santé des armées assure l'expertise dans le domaine de la santé. L'arrêté du 20 décembre 2012 relatif à détermination et au contrôle de l'aptitude médicale à servir du personnel militaire en reprend le principe : « ... la détermination et le contrôle de l'aptitude médicale à servir du personnel militaire sont fondés sur une expertise médicale qui relève de la compétence des médecins du service de santé des armées ».</p> <p>L'externalisation dans ce domaine n'est pas envisagée.</p> <p>Je comprends cependant que le fait de se déplacer présente une contrainte et une dépense mais il convient de rappeler que tout réserviste peut être vu en VMP par son CMA de proximité (une circulaire diffusée en octobre 2011 a officialisé cette procédure) et qu'à quelques exceptions près la plupart des antennes sont à moins d'une heure de trajet (sauf Morvan et sud du Massif Central). Enfin, les réservistes bénéficient comme les autres militaires du passage de la périodicité à deux ans de la VMP.</p>
44.	<p>Attribution NBI</p> <p>A quand une NBI pour les personnels de réserve ?</p>	<p>EMA/DIAR</p> <p>Le bénéfice de la NBI est lié à l'affectation à un poste à temps plein. Le remplaçant du titulaire, que ce dernier soit en permission, en stage, en MCD, en OPEX ou en congé de maladie, n'y a pas droit. Il est plus qu'improbable que le SGA (DAF et DRHMD) puisse considérer que les conditions sont remplies par les militaires de réserve dont l'activité moyenne est de 24 jours.</p> <p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>Compte tenu de ses modalités d'attribution (nécessité d'occuper une fonction ouvrant droit à NBI à temps complet), la NBI ne peut être délivrée aux personnels</p>

		de réserve, sauf à modifier la réglementation (ce qui n'est pas à l'ordre du jour)
45.	<p>Cumul des annuités avec les activités de réserve</p> <p>Les réservistes qui sont issus de l'active et qui n'ont pas obtenu toutes leurs annuités, peuvent –ils prétendre à gagner les annuités manquantes ?</p>	<p>EMA/DIAR</p> <p>L'instruction n° 202019/SGA/DFP/FM4 du 30 octobre 2007 relative à l'affiliation rétroactive précise en effet :</p> <p>1. <u>Pour les salariés du privé :</u> « les services accomplis au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou au titre de la disponibilité ouvrent droit à une affiliation rétroactive à l'assurance vieillesse du régime général de la sécurité sociale ».</p> <p>Cette disposition concerne le salarié du privé qui a la possibilité d'enrichir sa carrière. Quelques mois après la fin de sa carrière de réserviste il recevra une attestation d'affiliation rétroactive. Il doit communiquer cette attestation à sa caisse de retraite de façon à permettre la prise en compte des mois ou années d'affiliation (article L.172-1 A du CSS sur la coordination entre divers régimes).</p> <p>En effet, le salarié du privé ne peut pas faire prendre en compte directement ses services en ESR par sa caisse du régime général puisque l'ESR est effectué pour la fonction publique et donc pris en compte dans un régime spécial. Il faut alors nécessairement une affiliation rétroactive pour que les services puissent être comptabilisés par le régime général.</p> <p>2. Pour les militaires retraités : « les services accomplis au sein de la réserve opérationnelle ou au titre de la disponibilité par les militaires bénéficiant d'une pension militaire de retraite ne peuvent ouvrir droit à une affiliation rétroactive à l'assurance vieillesse du régime général de sécurité sociale. Cependant, leur pension de retraite est révisée dès lors qu'ils ont effectué des services d'une durée continue égale ou supérieure à un mois (30 jours). Leur demande doit être adressée au service des pensions des armées ».</p> <p>Cela concerne les anciens militaires qui bénéficient d'une retraite militaire. Dans ce cas de figure il n'y a pas d'affiliation rétroactive puisque la pension militaire est un</p>

		<p>régime spécial et que l'ESR est du même régime spécial.</p> <p>A noter que la durée continue égale ou supérieure à un mois est aussi celle à partir de laquelle la pension est en principe suspendue.</p> <p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>Cf. réponse à la question 24</p>
46.	<p>Délai pour l'agrément des PPA supplémentaires au-delà de 60 jours.</p> <p>Considérant que certaines missions doivent être réalisées pour une échéance fixée, et qu'une période de non activité peut par conséquent être préjudiciable dans l'exécution de cette mission, est-il possible d'envisager une réduction des délais quant à l'acceptation par le bureau réserves de l'EMA d'une poursuite d'activité au-delà des soixante jours ? (plus de deux mois pour une réponse dans mon cas personnel)"</p>	<p>EMA / DIAR</p> <p>Les demandes de prolongations sont traitées par l'EMA/BRM au fil de l'eau, à 90 % dans les 48 heures de leur réception.</p> <p>L'allongement du délai se situe en amont, entre l'expression du besoin par l'unité et sa réception à l'EMA/BRM après les visas intermédiaires.</p>
47.	<p>Disposition pour l'emploi des réservistes</p> <p>avec mon unité nous sortons de l'exercice CHOUCAS organisé par la 27e BIM pour contrôler nos capacités dans le cadre d'un engagement de type Guépard réserve. Pour l'heure la disponibilité des personnels pour un tel dispositif repose uniquement sur leur engagement à hypothéquer leurs congés et leur vie de famille (par roulement au sein de la brigade) sans aucune assurance de déclenchement.</p> <p>La législation va-t-elle évoluer pour amener nos employeurs (privés et publics, parfois les plus réticents) à participer réellement à cet effort de nos personnels afin de limiter</p>	<p>EMA/DIAR</p> <p>Pas d'évolution de la législation prévue. Le nombre de jours d'activité dans la réserve opposable aux employeurs reste fixé à 5.</p> <p>Les conditions macro-économiques de l'activité des entreprises ne paraissent pas réunies pour imposer une augmentation.</p>

	l'impact sur leur vie privée et professionnelle ?	
48.	<p>Chancellerie : Effectifs</p> <p>Selon le CEMA, cité par le journal les échos du 10 novembre, mille postes d'officiers d'active vont être supprimés en 2015 et probablement autant chaque année jusqu'en 2019. Dans ce contexte de déflation continu des effectifs d'officiers d'active, la politique d'emploi des officiers de réserve va-t-elle évoluer pour faire je cite "ensemble, autrement, au mieux" ?</p>	<p>EMA / DIAR</p> <p>La LPM 2014-2019 dispose (§ 2.11 du rapport annexé) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'effectif de la RO du MINDEF sera maintenu, - les budgets consacrés à la réserve resteront stables. <p>Ce qui signifie qu'aucune augmentation n'est prévue. La réserve n'est pas appelée à compenser la baisse des effectifs d'active.</p>
49.	<p>Effectifs dans la réserve</p> <p>Si l'effectif des armées continue de réduire, l'emploi des réserves sera-t-il maintenu ?</p>	<p>EMA / DIAR</p> <p>Si la LPM est respectée, oui. RV en 2020 !</p>
50.	<p>Port de l'uniforme :</p> <p>« L'arrêté du 14 décembre 2007 relatif au port de l'uniforme militaire par les réservistes de la réserve militaire stipule que le port d'un uniforme militaire est autorisé ... aux militaires de la réserve opérationnelle qui ont souscrit un ESR :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur convocation de l'autorité militaire ; - En cas de manifestation publique officielle, militaire ou civile ..., sur autorisation préalable du commandant de la région terrestre ..., compétent sur le lieu de cette manifestation. Cette autorisation peut être accordée pour plusieurs manifestations de même nature, pour une durée maximum d'une année. <p>Au moment où on parle de rayonnement, de l'armée de terre en général et de la réserve militaire en particulier, et</p>	<p>BRES :</p> <p>C'est la loi et il n'est pas envisagé de la changer (sinon on va retrouver n'importe qui en uniforme dans les rues...). Donc la tenue se porte sur ordre (NDS ou convocation cf. question 56).</p> <p>EMA / DIAR</p> <p>Revêtir l'uniforme à l'occasion d'une cérémonie militaire signifie représenter l'institution. Ce qui implique soit qu'on a reçu de sa hiérarchie l'ordre de participer à une activité, qui sera soldée (art. L. 4211-5), soit qu'on a reçu l'autorisation de sa hiérarchie de participer à titre bénévole (art. L 4211-6).</p> <p>On ne s'auto-mandate pas pour représenter l'institution.</p> <p>Cependant, une simplification pourrait être envisagée en introduisant les DMD dans la liste des autorités habilitées à autoriser le port de l'uniforme (art. 2 de</p>

	<p>en cette période de commémoration du centenaire de la première Guerre mondiale, ne pourrait-on pas simplifier la procédure et permettre, par dérogation et sans demande préalable à l'OGZD, aux réservistes ayant souscrit un engagement à servir dans la réserve opérationnelle et pendant toute la période de validité de leur contrat de revêtir l'uniforme pour participer aux cérémonies patriotiques (11 novembre, 8 mai et 14 juillet) de leur commune de résidence.</p> <p>Cela permettrait, sans démarche procédurière rebutante, aux ESR de servir de lien entre l'armée et la population de nos petites communes qui n'a plus aucun contact avec son armée depuis la suspension du service militaire mais également de rayonner, vœu si cher à nos hautes autorités civiles et militaires, parmi cette population. »</p>	<p>l'arrêté du 14.12.2007).</p>
51.	<p>Publications</p> <p>Existe-t-il un abonnement électronique via internet au BO comme il en existe un pour le Journal Officiel</p>	<p>EMA / DIAR</p> <p>Le BO de la défense est accessible via le portail legifrance.gouv.fr.</p>
52.	<p>Est-il possible de cumuler la réserve opérationnelle et la réserve citoyenne ?</p> <p>Faisant parti de la réserve opérationnelle je ne peux actuellement pas participer à la réserve citoyenne cyber défense qui est mutuellement exclusives. Or, habitant Lyon et travaillant à mon compte je pourrais facilement intervenir sur Lyon dans la réserve citoyenne, et ce, en complément de mes missions pour la réserve opérationnelle sur Paris et sans surcoût. Il est dommage malgré ma meilleure volonté de ne pouvoir mettre à profit mes compétences sur les deux</p>	<p>EMA / DIAR</p> <p>Mais le réseau réserve citoyenne de cyber défense accueille des participants qui, pour diverses raisons, ne sont pas agréés comme réservistes citoyens. Etre réserviste citoyen n'est pas une condition <i>sine qua non</i>.</p> <p>BRES : non, les deux statuts sont incompatibles réserviste (même honoraire) = militaire, réserviste citoyen : collaborateur bénévole <u>civil</u> du service public.</p>

	réserves.	
53.	<p>Relations avec les PME</p> <p>La participation des réservistes au dispositif d'alerte guépard sur le territoire national dépend essentiellement de la disponibilité du personnel et de l'importance qu'y attachent les employeurs.</p> <p>Nombreux sont les réservistes qui sont prêts à participer à ce dispositif, s'ils ne se sentaient pas livrés à eux-mêmes pour s'en expliquer à leurs employeurs. Plus que la démarche d'un l'OAR et plutôt que chaque formation d'emploi y aille de sa lettre, ne serait-il pas plus judicieux et efficace qu'un document unique à caractère officiel provenant du plus haut niveau du ministère de la défense soit réalisé afin d'obtenir un impact bien plus important sur les chefs d'entreprises.</p>	<p>EMA / DIAR</p> <p>Même réponse qu'à la question n° 47 : les conditions ne sont pas réunies pour relever le seuil de 5 jours opposable aux employeurs</p>
54.	<p>Prime aux PME employeuses des réservistes</p> <p>L'armée britannique offre une prime de 640 euros aux PME qui emploient un réserviste durant les périodes et 150 euros/jour de participation au salaire de l'employé qui remplace le réserviste (CF TIM octobre 2014 pages 40/41) de telles mesures ne pourraient-elles pas être envisagées dans l'armée française pour favoriser le recrutement et les relations employeurs/réservistes?</p>	<p>EMA / DIAR</p> <p>Cette orientation n'est pas à l'ordre du jour. Le niveau de la dette publique française ne rend pas le contexte favorable à sa présentation.</p>
55.	<p>Emploi des réservistes pour activités non soldées</p> <p>Problématique et réglementation afférente aux convocations non soldées</p> <p>Lors du séminaire OAR du CFT des 16 et 17 oc, il a été clairement dit que l'on pouvait convoquer des réservistes</p>	<p>DRHAT /</p> <p>Tout est écrit dans les codes de la défense (sauf le décomptage des journées d'astreintes GUEPARD)</p> <p>CFT</p>

	<p>pour des activités non soldées (visite SAN, prise d'armes, etc..). Les OAR des régiments demandent une NE ou un MSG du CFT officialisant cette mesure.</p> <p>Faut-il envisager de regrouper les ½ journées non soldées, à l'instar de ce qui se fait pour le Guépard, pour qu'elles soient prises en compte dans Concerto (notation, décoration), le réserviste étant disponible pour son unité durant ces ½ journées ? Faut-il limiter la prise en compte à certaines activités ?</p>	<p>Art. L4211-6 En dehors des activités de service mentionnées à l'article L. 4211-5, <u>tout réserviste</u> ou ancien réserviste qui a obtenu l'honorariat peut être admis à participer bénévolement à des activités définies ou agréées par l'autorité militaire, parmi lesquelles figurent des actions destinées à renforcer le lien entre la nation et son armée.</p> <p><u>Il est alors collaborateur bénévole</u> du service public. Il est soumis à l'obligation d'obéissance hiérarchique et de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il a connaissance au titre de ces activités.</p> <p>Possible mais la limitation restera à 45 jours. Des activités non opérationnelles ne doivent pas prendre le pas sur les activités réellement effectuées en ce qui concerne l'avancement et les décorations et on entre vraiment dans des comptes d'apothicaire...</p>
56.	<p>Emploi d'un réserviste « collaborateur bénévole du service public »</p> <p>Au titre des articles :</p> <p>L. Article L.4211-6 Code de la défense. Article R.4211-2 Code de la défense qui précise pour l'application de l'article L. 4211-6, "la participation des réservistes à des activités définies ou agréées par l'autorité militaire fait l'objet d'une autorisation nominative pour chaque activité."</p> <p>Quelles sont les types d'activités auxquelles peuvent être convoqués des réservistes opérationnels au titre de ces articles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Activités de cohésion internes au Corps ? - Manifestations sportives civiles avec affichage de 	<p>EMAT / B.EMPL</p> <p>B/EMPL : cette question rejoint la question 55. C'est au CFT de définir les activités éligibles. L'établissement d'une note de service permet d'avoir une couverture juridique et un défraiement pour l'activité considérée, en étant collaborateur bénévole du service public.</p> <p>BRES : toute activité est autorisée (hormis activités à caractère opérationnel demandant une couverture juridique donc convocation) dès lors qu'il est établi une NDS (ce qui peut entraîner des économies comme pour les VSA ou les communications de notation par exemple).</p>

	<p>l'appartenance au Corps ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Activités de représentation dans le cadre de jumelage avec des communes locales 	
57.	<p>Echange avec les unités de réserve au niveau européen</p> <p>L'opportunité de développer des échanges entre unités de réserve au niveau européen. J'ajoute par ailleurs que je serai heureux de pouvoir contribuer au processus de lancement si un projet de ce type venait à être lancé.</p>	<p>EMAT / B.EMPL</p> <p>B.EMP (sous réserve de validation par la DRAT) : La connaissance des réserves européennes est assurée via le réseau des attachés de Défense.</p> <p>L'armée de Terre n'envisage pas actuellement de développer de binôme spécifique entre des unités de réserve françaises et européennes (pbs diplomatique, budgétaire ...pour chaque partie). La mission principale de la réserve étant de contribuer à la réalisation du contrat opérationnel de l'armée de Terre, quelle serait la justification opérationnelle de tels binômes ? Or les ressources (humaines, financières ...) allouées à l'armée de Terre ne sont justifiées que par la réalisation du contrat opérationnel qui lui est confié. Il n'y a donc pas d'opportunité car il n'y a pas de justification opérationnelle !</p>
58.	<p>Organisation</p> <p>En sus des conséquences des dissolutions annoncées (1er RAMA, ...), y- a-t-il des projets d'adaptation de format ou de missions envisagés pour la réserve compte tenu de la réduction des effectifs de l'active ?</p>	<p>EMAT / B.ORG</p> <p>Les restructurations en cours et à venir du ministère de la Défense et de l'armée de Terre en particulier sont liées au cadre budgétaire fixé par la Loi de programmation militaire 14-19 mettant en œuvre les mesures inscrites dans le Livre Blanc sur la Défense et la sécurité nationale de 2013.</p> <p>La réserve opérationnelle participe à la réalisation des missions confiées à l'armée de Terre. C'est pourquoi les évolutions à l'étude dans le cadre du modèle ADT 2020 auront de facto des répercussions sur l'ensemble des forces d'active et de réserve. L'emploi de la réserve sur le territoire national est au cœur des études actuelles.</p> <p>Les grands axes de la réorganisation devraient être fixés par le CEMAT courant janvier. Les résultats seront communiqués au plus tôt.</p>
59.	<p>Avenir de la réserve opérationnelle</p> <p>Compte-tenu des réductions du budget de la défense, quel est l'avenir de la réserve opérationnelle dont les effectifs et</p>	<p>EMAT / B.ORG</p> <p><u>En organisation</u>, la réserve continue sa montée en puissance conformément aux prescriptions de la LPM, pour atteindre sa cible de 22.000 postes en 2015.</p>

	les activités sont en constante diminution ?	<p><u>Les éléments de gestion</u> présentés par la DRHAT/B.RES font état d'une inflexion de la courbe des effectifs sur les trois dernières années après la baisse de la fin des années 2000. L'objectif est d'atteindre un seuil de fidélisation à trois ans et six mois, puis à quatre ans, en s'appuyant sur les mesures prises en matière de recrutement, d'avancement et de cursus qui devraient permettre, à terme, d'augmenter le volume du personnel sous ESR.</p> <p>L'avenir de la réserve est par ailleurs étudié dans le cadre de la maquette 2020. Intégrée dans les formations, elle participe tous les jours à la réalisation des missions de l'armée de Terre aux côtés de l'active. Son rôle et sa place à l'avenir devraient aller vers un renforcement des synergies réserve/active.</p>
60.	<p>Avenir de la Réserve</p> <p>Concernant les cadres de réserves : avec la disparition progressive des anciens du Service National et le faible effectif des anciens d'active susceptibles de satisfaire les postes dans les "déserts militaires", quel est l'avenir de ce type de réserve ainsi que les missions qui leur sont confiées ?</p>	<p>EMAT / B.ORG</p> <p>Une des priorités clairement affichées pour les années à venir est un recentrage d'une partie de nos moyens de réserve sur le Territoire national, en s'appuyant sur une chaîne OTIAD reconsidérée.</p> <p>A cet égard, il va de soi que l'implication de la réserve est un enjeu fondamental, notamment dans les « déserts militaires » où les réservistes « enracinés » seront des relais indispensables à l'engagement des forces, aussi bien d'active que de réserve. Ces dispositifs, complétés par les moyens d'intervention (dans le cadre du dispositif « Guépard réserve » ou non) entrent dans les moyens pouvant être mis à disposition de la chaîne OTIAD pour une action en tous points du territoire national – et pas simplement dans les déserts militaires.</p> <p>Par ailleurs, les déflations probables de postes de personnel d'active dans la chaîne OTIAD vont étendre le vivier de recrutement de réservistes ex-CCT (en particulier ceux formés aux techniques d'états-majors). Dans le même temps, le système d'information des réserves militaires (SIREM) qui devrait être opérationnel fin 2014 permettra la diffusion des expressions de besoins en réservistes des employeurs, créant des opportunités.</p>
61.	<p>Habillement</p> <p>Commande et livraison habillement : ne serait-il pas</p>	<p>EMAT / B.SOUT / ASH</p> <p>Cette situation est prise en compte. Le réserviste a la possibilité de changer son adresse de</p>

	possible de rendre les choses plus faciles aux réservistes en leur laissant la possibilité de se raccrocher au magasin d'habillement le plus proche de chez eux	livraison. Pour cela, il prend préalablement contact avec le GS d'affectation et le GS du point de livraison souhaité.
62.	<p>Tenue FELIN</p> <p>- depuis 2009, mon corps d'appartenance, le 13e BCA, est "félinisé". Et depuis nous vivons à nouveau la situation que nous avons connue dans les années 90 avec le treillis camouflé "Centre Europe" et la discrimination ressentie de ne pas être comme tout le monde. Nous restons en F2 avec in fine une rupture d'approvisionnement annoncée, notamment en "Rangers". Un tiers de mes personnels a acheté au prix fort sur internet ou dans un surplus géo localisé avec le bataillon des tenues Félin parfois sous emballage plastique et certains de nos camarades d'active déclarent être en possession de 12 à 16 tenues Félin.</p> <p>Le commissariat a-t-il prévu dans un délai que je souhaite très court d'équiper les unités de réserve dont les corps sont "félinisés" de tenues Félin (à minima 1 hiver et 1 été) ?</p>	<p>EMAT / B.SOUT / ASH</p> <p>La modernisation des effets du paquetage a été lancée en 2008. Les premiers bénéficiaires de ces articles ont été les personnels engagés dans les opérations extérieures. Le temps est venu de généraliser ces effets et de les distribuer. Cette manœuvre logistique majeure qui engage des sommes très importantes ne peut être conduite en une fois. La phase 3 du plan, actuellement en cours de distribution, vise à équiper les militaires d'active de la force terrestre. L'équipement des militaires de la réserve viendra ultérieurement.</p> <p>A noter, toutefois, qu'il existe une procédure afin d'équiper les réservistes projetés en OPEX ou qui participent au plan VIGIPIRATE.</p>
63.	<p>Habillement :</p> <p>Avoir un carnet d'habillement, c'est très bien, mais la périodicité de remplacement de certains effets est bien longue : 1 paire de chaussures tous les huit ans par exemple. Ne pourrait-il pas y avoir des mesures exceptionnelles de nouvelle commande avant ces délais ?</p>	<p>EMAT / B.SOUT / ASH</p> <p>Les droits à dotation sont établis pour répondre au besoin du plus grand nombre. Ils sont revus régulièrement en fonction de l'évolution des conditions d'emploi mais aussi de la ressource financière disponible chaque année.</p>
64.	<p>Habillement</p> <p>L'accès au carnet d'habillement se fait via l'intradef. Il est de ce fait difficile et peu pratique pour les réservistes de faire</p>	<p>EMAT / B.SOUT / ASH</p> <p>Le personnel de réserve comme d'active demande la possibilité de passer ses commandes DPC depuis internet. L'EMAT a pris en compte et relayé cette attente qui</p>

	<p>les commandes nécessaires à leur maintien en condition opérationnelle. Serait-il possible d'accéder au carnet d'habillement via l'ERT-AD ?</p>	<p>est prise en compte. Des travaux sont conduits actuellement pour répondre à ce besoin selon un calendrier qui est contraint par le remplacement des systèmes d'information logistiques.</p>
<p>65.</p>	<p>Tenues FELIN</p> <p>Jusqu'au début de cette année, tout le monde était en treillis F2 au sein de mon régiment, et le sujet du treillis NG n'agitait pas spécialement la réserve. Il a commencé à y avoir un peu d'effervescence quand il a été question de prises de mesures pour les nouveaux treillis pour les personnels d'active.</p> <p>A ce moment, j'ai su couper court à la montée des revendications, en me fondant sur la note nationale de juillet 2013 pour expliquer sur l'ERT-AD de notre UIR que la réserve n'a pas été oubliée, que son cas a bel et bien été pris en compte (avec tout une annexe consacrée à la réserve dans cette note), mais que, de même qu'il y a des armes qui sont moins prioritaires que d'autres, la réserve dans sa globalité est encore moins prioritaire, pour une dotation en treillis qui sont contingentés et que, nous les réservistes, ne porterions en moyenne que 25 j par an.</p> <p>L'explication à a porté, mais cela n'aura qu'un temps. Depuis, les personnels d'active de mon régiment sont passés en treillis NG. Donc maintenant, les réservistes se voient et sont identifiables, qu'on le veuille ou pas, et à commencer par eux-mêmes, comme des militaires de deuxième ordre. ..</p> <p>Il y a une quinzaine d'années, on avait connu le petit psychodrame de la dotation en parkas Goretex. Sans méconnaître les contraintes budgétaires, il serait quand</p>	<p>EMAT / B.SOUT / ASH</p> <p>La modernisation des effets du paquetage a été lancée en 2008. Les premiers bénéficiaires de ces articles ont été les personnels engagés dans les opérations extérieures. Le temps est venu de généraliser ces effets et de les distribuer. Cette manœuvre logistique majeure qui engage des sommes très importantes ne peut être conduit-en une fois. La phase 3 du plan, actuellement en cours de distribution vise à équiper les militaires d'active de la force terrestre. L'équipement des militaires de la réserve viendra ultérieurement.</p> <p>A noter, toutefois, qu'il existe une procédure afin d'équiper les réservistes projetés en OPEX ou qui participent au plan VIGIPRATE</p>

	<p>même très maladroit, objectivement, de repartir sur les mêmes errements avec les treillis NG. D'autant plus que, il y a une quinzaine d'années, on ne parlait pas du tout comme on le fait maintenant d'une réserve opérationnelle, traitée (formée, équipée, employée) à l'égal de l'active, et les enjeux de l'emploi opérationnel et de la fidélisation des réservistes n'étaient pas du tout ce qu'ils sont maintenant. Il faut savoir ce qu'on veut...</p> <p>Nota : il est un aspect du problème qu'on ne peut éluder, et que les réservistes "sérieux" servant dans les UER subissent déjà bien assez à d'autres titres : celui du flot continu de jeunes issus de FMIR qui s'évaporent dans l'année suivante, et trop souvent leurs paquetages avec eux. Mais ce point particulier n'est pas insoluble et ne devrait pas avoir à peser d'un poids excessif sur les perspectives de dotation de la réserve en treillis NG. Ainsi, avant même qu'il soit question de treillis NG, il y a par exemple des unités qui avaient décidé que, dans la première année suivant la FMIR, les jeunes réservistes laisseraient leur paquetage au régiment. Cela n'est pas pleinement satisfaisant, car c'est un peu ostracisant pour les intéressés et génère d'autres contraintes pratiques (rangement, lavage), mais cela peut aussi faire partie de pistes de réflexion.</p>	
66.	<p>Chancellerie : PPA autorisé par personne</p> <p>Réserviste depuis février et chancelier de formation, j'ai utilisé mes jours ESR (PPA total 85 jours) entre 2 employeurs (CMO Vincennes et chancelier ESID IDF). Récemment mon OA (DRHAT) m'a demandé de choisir, pour 2015, entre mes 2 fonctions, afin de me conformer à une mesure imposant 60 jours maximum d'activités aux</p>	<p>DRAT</p> <p>Le nombre moyen de jour effectué par un réserviste est de 23 jours. Le souci de la DRAT est de veiller à un juste équilibre entre les réservistes de différentes unités.</p> <p>De plus, le code de la défense (art D.4221-6) prévoit que la durée des activités dans la réserve peut... être portée à 60 jours ...dans la limite de 15 % de l'effectif de la RO</p>

	<p>réservistes de la DRHAT.</p> <p>Par rapport à cette mesure, vous remercie de bien vouloir m'indiquer si elle s'applique en 2015 ou s'appliquera dans l'avenir à tous les employeurs ?</p>	<p>sous contrat au 1er janvier de l'année en cours.</p> <p>Pratiquement, le DRAT autorise les dépassements pour les OPEX et pour les cas particuliers dûment justifiés par l'organisme d'emploi.</p>
67.	<p>PPA</p> <p>Pourquoi modifier le système de demandes de prolongation des PPA en 2015 et alourdir ainsi le travail administratif ? Les FE ne sont-elles pas libres de l'emploi de leurs ressources et de leurs personnels de réserve ? Ne doit-on pas actuellement faciliter et diminuer les tâches administratives ?</p>	<p>DRAT</p> <p>Il s'agit de l'équilibre général de la réserve. Il n'est pas souhaitable, aussi bien pour la fidélisation que pour le maintien de la compétence des individus, et le fonctionnement général du système que les nombres de jour pratiqués soient trop différents entre les réservistes. La DRAT essaie de limiter le nombre de réservistes faisant – de dix jours aussi bien que ceux qui dépassent leur quota...</p>
68.	<p>RH - polyvalence d'emploi inter-chaîne des ESR</p> <p>Etant réserviste au sein du SID/ SGA, j'ai néanmoins essayé de répondre à des appels d'offres pour des missions de la chaîne EMAT (accompagnateur linguiste au salon de SATORY en l'occurrence).</p> <p>Ma candidature n'a pas été possible car l'organisme demandeur ne pouvait pas payer l'ensemble de la prestation (frais de mission + solde ESR), ni assurer à son niveau le complément de jours ESR nécessaire à la mission. Bien sûr, l'employeur de l'ESR n'a pas de raisons de financer sur son budget cette mission et de rogner le capital de jours attribués à ses ESR au profit d'une autre chaîne.</p> <p>Comme cette opportunité se représente chaque année, serait-il possible de mettre en place une</p>	<p>DRAT</p> <p>En cas de besoin, le « prêt » de réserviste entre organisme est possible. Notamment pour les linguistes.</p> <p>Cependant, l'organisme demandeur doit disposer du nombre de jours requis !</p>

	<p>procédure simple et rapide permettant aux candidats ESR de participer sans pénaliser leur formation d'emploi et leur chaîne.</p> <p>Je précise que le problème est le même pour les personnels d'active.</p>	
69.	<p>Recrutement des réservistes</p> <p>Malgré les consignes du CEMAT, les formations ont toujours tendance à privilégier les réservistes anciens militaires ; sur certaines offres d'emploi, il est même expressément demandé d'anciens militaires ; comment faire concrètement changer les choses</p>	<p>DRAT</p> <p>Les consignes viennent du ministère.</p> <p>La France a une position tout à fait originale en la matière. Tous les autres Pays Européens privilégient les anciens d'active. Les Britanniques offrent une forte prime aux anciens qui prennent un contrat dans la réserve.</p> <p>Afin de privilégier le lien armée-nation, la France a choisi de privilégier les ab initio. Il faut comprendre que dans certains cas, une expérience militaire importante soit requise. Cependant, il s'agit toujours de cas par cas. Je suis bien convaincu qu'entre deux pax, l'EMO T ou l'unité d'emploi privilégiera les plus aptes.</p> <p>L'objectif de la DRAT est de privilégier un ratio différencié.</p> <ul style="list-style-type: none"> - UIR => 80 / 20 - USR => 60 / 40 - C.I. sur compétences civiles => 80 / 20 - C.I. sur compétence mili => 30 / 70 <p>La moyenne actuelle est de 52% ex active pour 48 % ab initio. Le recrutement 2014 est de de 62% au profit des ab initio.</p> <p>La situation devrait donc se corriger d'elle-même.</p>
70.	<p>Service civil et recrutement des jeunes dans la réserve</p>	<p>DRAT</p>

	<p>J'ai cru entendre des rumeurs sur la création d'un service civil pour les jeunes...</p> <p>L'Armée a-t-elle entendu les mêmes voix ?</p> <p>Ne pourrait-elle pas "en profiter" pour "recréer" un mini service militaire qui permettrait de réamorcer la pompe d'un recrutement conséquent de jeunesse dans la pyramide des âges de la Réserve ?</p>	<p>Il est effectivement envisagé de créer un service militaire volontaire.</p>
71.	<p>SIREM</p> <p>A- t-on des nouvelles concernant la mise en place du Site Interarmées de la Réserve Militaire (SIREM) annoncé en 2012 pour le 1er semestre 2013 puis repoussé? Ainsi que de la mise en place progressive de la Base Des Emplois Réserve (BDER) et du Système d'Information des Unités de Réserve (SIUR) ?</p>	<p>EMA / DIAR</p> <p>SIREM poursuit son cours : il est actuellement sur internet mais son accès est encore réservé aux acteurs (mise en ligne d'articles et des offres d'emploi) moyennant un mot de passe.</p> <p>L'ouverture au grand public est prévue au cours du 1er trimestre 2015 (portail et bourse des emplois).</p> <p>La partie SIUR, qui s'appellera SIROCO (système d'information – réserve opérationnelle / commandement) reste à développer avec la DIRISI.</p>
72.	<p>SIREM</p> <p>A quand le SIRèM ? et à défaut, ou à titre provisoire, quid d'un dépoussiérage de l'actuel ERT ?</p> <p>L'ERT, et surtout l'ERT-AD, avait commencé par être un outil précieux de liaison au sein des UER, avec tout ce que l'on peut concevoir comme effets positifs de constitution et d'entretien d'un esprit de groupe, d'une dynamique d'intégration et donc aussi de fidélisation (petites causes, grands effets... même si cela est difficilement quantifiable) des jeunes réservistes nouvellement affectés.</p>	<p>DRAT</p> <p>L'effort prioritaire du début de l'année 2015 va être fait sur SIRèM en respectant les 3 étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 / identification et inscription dans SIRèM par la DRAT des correspondants des têtes de chaîne et organismes assimilés ainsi que de toutes les FE de l'armée de Terre, soit un total de 200 environs (l'EMA/BRM prend en compte les organismes interarmées) ; - 2 / création de leur compte SIRèM par chacun des 200 correspondants ; - 3 / attribution par la DRAT d'un profil associé à des droits à chacun des 200

	<p>Au sein de mon régiment, cette dynamique s'est essoufflée, pour des raisons en bonne partie interne à l'UIR, évidemment, mais aussi parce que l'ERT, globalement, a considérablement perdu de son attractivité : pour preuve, le raccourci (pour qui voudrait encore l'inscrire dans ses favoris) reste "ERT-2011", la page d'accueil reste encombrée de l'annonce d'une conférence de l'ERT-ORSEM remontant elle-aussi à 2011, etc.</p> <p>Bref, on perd l'habitude d'aller "faire un tour" sur l'ERT. Quand on voit "Vitrine en cours" depuis trop longtemps, on passe peut-être à côté de bonnes affaires mais on n'a plus très envie de rentrer dans le magasin.</p> <p>Le mieux étant l'ennemi du bien, même si le successeur de l'ERT reste annoncé, ne pourrait-on pas quand même un minimum dépoussiérer l'outil actuel, comme on aurait déjà pu le faire avec profit depuis un bon moment ?</p>	<p>correspondants.</p> <p>Pour mi-février 2015, mise en ligne par les correspondants sur la bourse des emplois SIRèM des fiches de postes vacants dans leur FE ou organisme</p> <p>Sans qu'il soit possible d'y consacrer du temps pour un « dépoussiérage » en raison de la priorité absolue accordée à SIRèM, l'ERT-AD sera maintenu pendant la phase de lancement SIRèM.</p>
73.	<p>SIREM</p> <p><u>A quand, enfin, un ERT-AD (ou équivalent) pour les OAR ?</u></p> <p>(nota : j'ai posé plusieurs fois la question avant de précédentes CCRAT, je me souviens notamment d'une réponse écrite de temporisation donnée en 2012).</p> <p>Les OAR ont leur stage national, maintenant aussi leur mémento, mais alors que la fonction reste beaucoup ce que l'on en fait soi-même - donc aussi avec l'aide des autres - il manque encore aux OAR d'être un véritable réseau, ou du moins (l'aspect formel de pilotage d'un réseau en moins, peut-être) une simple mais véritable communauté de</p>	<p>DRAT</p> <p>Le SIRéM sera le site web officiel dédié aux réservistes des armées et formations rattachées, regroupant plusieurs outils :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un portail d'information général sur la réserve, des portails d'information spécifiques aux armées et formations rattachées ; • Une bourse aux emplois qui est un outil de mise en relation uniquement. Il ne se substitue pas au processus administratif en vigueur ; • Des espaces privés d'aide au commandement, notamment à la gestion du temps et des activités (à venir dans la phase 2). <p>Dans une partie ouverte au grand public, SIRéM fournira des informations concernant la</p>

pratiques.

Un réseau, nous en avons un au sein de ma brigade, mais c'est trop petit, cela ne nous sert souvent qu'à mettre en commun nos interrogations. Il est également possible d'avoir des relations avec les OAR des régiments les plus proches du sien, mais chacun n'a pas ce genre d'opportunité, d'un intérêt somme toute modique quand la proximité géographique relative fait qu'on n'a de toute façon guère d'occasion de se rencontrer, et que l'on correspond donc surtout par courriel comme on pourrait le faire avec n'importe quel autre OAR ailleurs dans le pays.

Les OAR ne sont pas nombreux (une centaine, tous types de FE confondus), cela reste moins que bien des UIR, il ne semble donc pas y avoir de difficulté technique de ce côté. Nous sommes de grandes personnes, le modérateur qui aurait à gérer cet ERT-AD n'aurait sans doute pas beaucoup de travail pour gérer et "tenir" le groupe...

Pour mémoire, il n'est un secret pour personne que, depuis des années, il y a des CDUER qui, de guerre lasse, ont créé un réseau informel et correspondent en dehors de l'ERT (mais qui préféreraient néanmoins pouvoir le faire dans un cadre plus officiel, je pense). Les OAR semblent moins enclins à ce genre d'initiative, peut-être parce qu'ils sont moins "frondeurs", et peut-être aussi parce qu'ils ne sont pas aussi égaux entre eux que le sont les CDUER : il y a des OAR de régiments, de brigades, des conseillers réserves de plus grands commandeurs, il y a des CDT, des LCL et des COL. Bref, même si l'on est très volontaire pour contribuer aux échanges au sein d'un tel groupe, il n'est pas illogique d'attendre que l'initiative vienne d'en haut.... et l'on attend

vie de tous les jours du réserviste opérationnel sur les armées en général et la réserve en particulier. Dans une partie privée, à laquelle on accède par login/mot de passe, il permettra au membre inscrit d'avoir accès par une seule identification à la bourse aux emplois des réserves, dans un premier temps puis à l'espace privé de son unité d'affectation. SIRÉM a vocation à devenir l'outil principal de communication entre l'institution et le réserviste, et entre les réservistes eux-mêmes au sein d'une même unité.

OBJECTIFS DE SIRÉM

- communiquer et informer les réservistes sur l'actualité de la réserve ;
- informer les réservistes des postes disponibles dans le cadre de la réserve opérationnelle avec un espace appelé "Bourse Des Emplois des Réserves" (BdER) qui portera à la connaissance des réservistes non seulement les postes ouverts aux REO non honorés, mais également des demandes en renforts ponctuels particulièrement sur des postes en interarmées, pour favoriser une fongibilité des emplois en interarmées.

Et dans une deuxième phase :

- mettre à disposition une partie « forums privés » appelés « SIROCO (Système d'Information Réserve Opérationnelle -Commandement) qui sera mis à la disposition de toutes les unités et qui leur fournira un espace propre de communication (de nombreux services seront mis à disposition comme le calendrier des activités, l'inscription à une activité, le dépôt de document, etc...).

	toujours.	
74.	<p>SIREM</p> <p>L'outil ERT-AD, lien entre les réservistes et l'institution, n'est que peu mis à jour. Certaines "actualités" datent de 2011. De plus, l'interface est peu attractive compte tenu de l'état actuel de la technique (voir le site du recrutement de l'armée de terre par exemple). Est-il prévu une refonte ou une amélioration de cet outil ? Cela serait perçu comme une preuve d'intérêt pour les personnels l'utilisant régulièrement.</p>	<p>DRAT</p> <p>Sans qu'il soit possible d'y consacrer du temps pour un « dépeussierage » en raison de la priorité absolue accordée à SIRÈM, l'ERT-AD sera maintenu pendant la phase de lancement SIRÈM.</p>
75.	<p>Site de recensement en besoin de réservistes</p> <p>Existe-t-il un site internet militaire où les besoins en réservistes sont clairement recensés et affichés, pour des missions de courtes ou longues durées ? (similaire à un classeur de fiches d'emploi des agences civiles Pôle-emploi)</p> <p>L'armée d'active a sans doute parfois des besoins en réservistes mais je ne sais pas s'il existe une interface commode et accessible facilement pour relier l'offre à la demande et vice-versa.</p>	<p>EMA / DIAR</p> <p>Le projet SIREM (site interarmées de la réserve militaire) comprend une bourse des emplois de la réserve, dans laquelle les organismes employeurs de réservistes pourront mettre en ligne des fiches de postes, en spécifiant la spécialité, la durée, le grade requis, etc. Le réserviste intéressé pourra faire acte de candidature en remplissant un formulaire en ligne. Si sa candidature est retenue, le processus se poursuivra par un entretien au sein de l'organisme employeur.</p> <p>SIREM a vocation à remplacer ERT et Marine-Réserve, qui proposent également des offres d'emploi en ligne.</p>
76.	<p>Vivier de spécialistes ACM</p> <p>Dans le cadre des Actions Civilo-Militaires, ne serait-il pas intéressant de constituer un « vivier de réservistes » pouvant être actionné suivant la typologie du théâtre d'opération afin de gagner en réactivité et avoir une parfaite sélection des profils les plus adaptés au besoin ? Cette démarche peut-elle s'inscrire idéalement dans le dispositif</p>	<p>DRAT</p> <p>BRES : le vivier de réservistes est identifié et sert au CIAE à LYON.</p>

	SIREM ?	
77.	<p>Budget</p> <p>Quelles sont les orientations budgétaires pour 2015. La moyenne de 24 jours/homme pourra-t-elle être augmentée ?</p>	<p>DRAT</p> <p>Pour 2015, le budget des réserves est maintenu, sans augmentation. La moyenne cette année était de 24 jours. Elle sera maintenue en 2015...</p>
78.	<p>Budget</p> <p>Les 24 jours annoncés ne sont pas au rdv ce qui pénalise l'instruction, l'application qui en découle et dans notre chaîne OTIAD la connaissance approfondie des dossiers "risques" et de leurs différentes mises à jour.</p>	<p>DRAT</p> <p>Le nombre de jours de convocation est du ressort de votre organisme d'appartenance.</p>
79.	<p>Emploi</p> <p>Pour renforcer l'adhésion et la fidélité à l'institution, faciliter la mise en suspend des ESR en cas d'indisponibilité liée à un stage ou à un travail (contrat trop souvent résilié).</p> <p>Difficultés croissantes de certains réservistes pour se rendre disponibles pour les missions du fait de l'incompréhension des employeurs. Il faut renforcer l'information auprès des employeurs et créer des dispositifs pour les inciter à recruter et à libérer leurs salariés, qui effectuent des périodes de réserve (ex : remboursement d'une partie des salaires, réduction des charges correspondant aux périodes de réserve, bonification des périodes de réserve sur le DIF employeur, ...). Cette pratique doit être mise en place tant dans le secteur public que le secteur privé.</p>	<p>DRAT</p> <p>Effectivement, la participation aux activités impose un bon fonctionnement du triptyque –organisme d'emploi - réserviste – employeur. Pour le moment, les seules mesures incitatives concernent les entreprises qui ont signé un partenariat entreprise défense. Elles peuvent se voir attribuer les privilèges suivants :</p> <p>L'attribution du label « Partenaire de la défense nationale » et du logo qui lui est associé. Ce dernier peut être utilisé par l'entreprise sur ses documents et supports pendant la durée de la convention, sous réserve du respect du code des marchés publics,</p> <p>l'accès exclusif à un dispositif original de transposition de savoir-faire militaires aux entreprises civiles, centré sur l'intelligence économique, et qui se traduit, entre autres, par des séminaires de sensibilisation et une collection de mémentos. Ces derniers, conçus selon une approche participative par des responsables civils et militaires réunis en groupes de travail collaboratif, constituent une synthèse pragmatique des bonnes pratiques utiles à l'entreprise dans ce domaine,</p> <p>la disposition de la loi relative à la formation professionnelle continue : elle permet</p>

	<p>NB : Conventions de partenariat souvent plus signées au sein de gros groupes pour des questions d'image marketing que par esprit citoyen.</p>	<p>le remboursement aux entreprises de certains coûts de salaires et de charges sociales, en prenant en compte au titre du droit individuel à la formation (DIF) certaines formations militaires reçues par leurs salariés réservistes au cours de périodes de réserve opérationnelle,</p> <p>le crédit d'impôt réserve militaire : il permet aux entreprises, sous certaines conditions et depuis l'exercice 2006, de récupérer une partie des rémunérations versées à leurs salariés réservistes au cours de périodes de réserve opérationnelle.</p>
80.	<p>Budget</p> <p>1 - L'entraînement des personnels doit rester essentiel au-delà des restrictions budgétaires (MICAT).</p> <p>2 – Crédits régimentaires affectés pour la Réserve calculés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la base du ROE (soit 1 poste financé par ligne de ROE) ? - Sur la base du nombre de personnels présent (1 pax = X€) ? - Sur la base du nombre maximum de personnels par ligne de ROE (soit 3 pax maxi par ligne – soit un budget trois fois plus conséquent que la 1^{ère} alternative) 	<p>CFT</p> <p>L'enveloppe budgétaire allouée par le DRAT en fin d'année pour l'exercice budgétaire de l'année suivante est calculée sur la base des effectifs réalisés par grade au 1^{er} octobre de l'année en cours et non sur la base du ROE des formations.</p> <p>Plusieurs facteurs sont pris en compte par le CFT pour l'attribution de l'enveloppe budgétaire des réserves aux formations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La programmation prévisionnelle des activités - La priorisation de ces activités données par les FE - La consommation des crédits de l'année antérieure <p>L'évolution d'une année sur l'autre des effectifs réalisés par grade</p>
81.	<p>Formation et emploi des personnels</p> <p>1 – Durée de validité des formations de base (Monitorat ISTC, Moniteur PSCI ...) calquée sur l'active. Durée de validité à rallonger pour la réserve pour éviter des recyclages permanents nuisibles au budget de la réserve et à l'affectation des périodes.</p> <p>2 – Dans un but d'économie, il serait judicieux de valider certains diplômes civils et militaires (ex : SST et moniteur</p>	<p>DRHAT / SDF / BCCF</p> <p>1) Les formations de base sont calquées sur l'active. Il est donc impossible de rallonger les durées de validité. Les conditions sont les mêmes pour l'active et la réserve.</p> <p>2) Aucune validation n'est possible à ce jour, en effet toutes ces formations (FSST, moniteur PSC1...) doivent être réalisées au sein du Centre de Formation Opérationnelle Santé (CeFOS) du Département de la Préparation Milieux et opérationnelle de l'Ecole du Val-de-Grâce. De nombreuses AF sont inscrites au CAF et</p>

	PSCI), moyennant éventuellement une légère formation.	sont donc sans impact financier pour la FE.
82.	<p>Recrutement – Communication</p> <p>Le réserviste est le lien ARMEE – NATION, et du fait de son statut, il a un contact favorisé avec les civils. Ainsi, il est un bon vecteur de recrutement pour la réserve mais également pour l'active, soit en direct, soit via le tremplin de la réserve.</p> <p>1 – Dans la lignée de la JDC, ne peut-on pas envisager de communiquer et de promouvoir la réserve opérationnelle dans les établissements secondaires et/ou universitaires, ou à l'occasion des salons d'étudiants (FOFE, STUDYRAMA...)?</p> <p>NB : A mettre en parallèle avec l'augmentation des recrutements au 5^{ème} ESC à la suite des entretiens hebdomadaires, des JDC et de notre participation au JPO.</p> <p>2 – Dans cette optique, il faut que les réservistes soient (budgétairement et physiquement) en mesure d'assurer des JDC. Les réservistes formés ou recyclés à la JDC doivent en outre pouvoir faire régulièrement des sessions, sous peine de perdre le bénéfice de la formation de base et les acquis.</p>	<p>DRAT</p> <p>Vos propositions sont tout à fait réalisables. Elles le sont d'ailleurs déjà dans certains corps. Il ne nous paraît pas opportun d'organiser l'affaire au niveau national dans la mesure où le quorum des effectifs est atteint.</p> <p>Il ne serait donc pas souhaitable de trop pousser au recrutement de personnel qu'on ne pourra pas accueillir.</p>
83.	<p>Habillement</p> <p>Le renouvellement en ligne des effets de paquetage devient de plus en plus difficile. Le site dédié est souvent en rupture de stock ou inaccessible. Cette situation va-t-elle perdurer ?</p>	<p>EMAT / B.SOUT / ASH</p> <p>La distribution des effets par correspondance va devenir la règle au profit des 3 armées. Des magasins demeureront pour distribuer les colis et gérer des effets spécifiques. Une chaîne va être construite pour absorber l'augmentation significative de l'effectif à soutenir et les articles supplémentaires. Par ailleurs, de</p>

	<p>Les réservistes pourraient-ils avoir les mêmes effets de paquetage que le personnel d'active ?</p> <p>La politique d'équipement des réservistes (nombre de points, dotations, plans d'équipement en effets de nouvelle génération) relève de politiques posées par les EMx d'armées.</p>	<p>nombreuses ruptures de stock, liées à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'abandon de produits ; - la priorité donnée légitimement aux OPEX qui continuent à consommer une part importante de la ressource ; - le renchérissement du prix des produits dans un contexte budgétaire serré ; - la disparition d'un tissu industriel de la confection en Europe, <p>pèsent sur les distributions.</p> <p>La livraison de la chaîne de distribution est attendue pour 2017. D'ici là, des modifications sont apportées aux modes d'approvisionnements afin de les rendre plus réactifs.</p> <p>Le taux de rupture a fortement baissé depuis le mois de janvier.</p> <p>(voir pj à la fin du tableau)</p> <p><u>Pas d'informations relatives à des interruptions de services récurrentes pour le moment.</u></p>
84.	<p>Solde</p> <p>La lecture de la feuille de solde est extrêmement difficile, est-il envisagé de la simplifier ?</p>	<p>DRHAT</p> <p>Le bulletin mensuel de solde a évolué pour être aujourd'hui le plus complet possible.</p> <p>Le simplifier ne semble pas envisageable car il répond à des contraintes réglementaires strictes, notamment la présentation des dates, des taux indemnitaires, des rappels, des cotisations agent et contributions employeur.</p> <p>Supprimer des rubriques obligatoires reviendrait à déroger aux obligations légales et à priver les administrés d'informations leur permettant non seulement le contrôle de leur rémunération mais aussi la contestation de celle-ci./ GRH / FCDI</p>
85.	<p>Pécule</p> <p>La rémunération de la réserve peut-elle être cumulée avec</p>	<p>DRHAT / GRH / FCDI</p> <p>La question vise sans doute le pécule, dit d'incitation au départ, le nouveau pécule</p>

	celle d'une entreprise pour bénéficier de la deuxième partie du pécule?	<p>modulable d'incitation à une seconde carrière ne posant aucune condition d'activité.</p> <p>Les périodes d'activité rémunérées au titre d'un engagement à servir dans la réserve (ESR) sont prises en compte comme activité professionnelle. En revanche, ne peuvent être pris en compte les engagements souscrits au titre des autres formes de réserve (réserve civile de la police nationale, réserve de sécurité civile, réserve sanitaire) et, de manière générale, toute activité ne donnant pas lieu à rémunération mais à indemnisation.</p> <p>Dans le cas où le bénéficiaire de la première fraction cumule plusieurs activités professionnelles sur une même période, le total des activités doit être confondu et non cumulé. Lorsque le bénéficiaire exerce sur la même période des activités de réserve et des activités professionnelles autres, le total des activités doit donc être confondu et non cumulé. Une journée de travail ne peut pas compter pour plus d'une journée de travail.</p>
86.	<p>Équipement</p> <p>Avons-nous une date pour le passage en treillis T4 "félin" ?</p>	<p>EMAT / B.SOUT / ASH</p> <p>La modernisation des effets du paquetage a été lancée en 2008. Les premiers bénéficiaires de ces articles ont été les personnels engagés dans les opérations extérieures. Le temps est venu de généraliser ces effets et de les distribuer. Cette manœuvre logistique majeure qui engage des sommes très importantes ne peut être conduit-en une fois. La phase 3 du plan, actuellement en cours de distribution vise à équiper les militaires d'active de la force terrestre. L'équipement des militaires de la réserve viendra ultérieurement.</p> <p>A noter, toutefois, qu'il existe une procédure afin d'équiper les réservistes projetés en OPEX ou qui participent au plan VIGIPIRATE</p>
87.	<p>CARRIERE (déroulement, formation)</p> <p>- Déroulement de carrière: le travail ultime (TU) est-il toujours</p>	<p>DRHAT / B.RES</p> <p>- Oui. Par exemple, pour l'ensemble des grades, il faut souligner que 20 dossiers ont</p>

<p>en vigueur?</p> <p>- Un poste tenu depuis 10 ans, par exemple, par un officier dont la notation est au maximum de son niveau depuis des années + les années de service ne sont jamais au-dessous de 5 jours (loin de là) + poste correspondant au grade supérieur à celui de cet officier: comment se fait-il que cet officier ne soit pas promu? Cet officier a suivi la voie commandement et a eu de nombreux postes à responsabilités dont les derniers: Chef de bureau défense et actuellement Chef de CO (Chef de bureau opérations). 1ère proposition d'avancement lors du cycle 2004/2005...</p> <p>- Pour ce même officier noté, pourquoi le premier notateur n'emploie-t-il pas la formule "EXCEPTIONNEL"?</p> <p>- Un poste tenu depuis 5 ans, par exemple, par un officier dont la notation est excellente + poste correspondant au grade supérieur à celui de cet officier, comment se fait-il que cet officier ne soit pas promu?</p> <p>- La directive n° 200/CESAT/ESORSEM/CDT du 19 juillet 2006: est-elle toujours applicable? A-t-elle évolué?</p> <p>- Un officier, ancien ORSA (CBA - 1996), entré dans la réserve depuis 2003, détenteur du DEM (1995), affecté en RES OPS: que peut-il attendre dans le cadre de son déroulement de carrière?</p> <p>- Comment se fait-il que la formation dispensée au sein des unités par le personnel de l'Active (ici DMD) ne soit pas reconnue et donc validée (application d'une VAE qui valoriserait d'autant plus la tâche accomplie par nos camarades d'Active)? Rappel: nous sommes en Limousin ce</p>	<p>été proposés au titre de l'avancement ultime en 2014.</p> <p>- Pour toutes ces questions personnelles, le chancelier de la formation d'emploi est le plus à même de répondre.</p> <p>Cependant, concernant l'avancement dans la réserve opérationnelle, il est effectué exclusivement au choix dans un contexte concurrentiel. Au-delà des légitimes attentes individuelles, il est rappelé que la détention du diplôme militaire requis) par la politique du grade (DORSEM pour OFF SUP ainsi que la pratique d'activités régulières (15 jours mini, voire 20 jours pour les grades terminaux à forte sélection donc COL) associée à des résultats probants conditionnent le déroulé de carrière.</p> <p>A cet effet, les classements et fusionnements portés par les autorités d'emploi revêtent une importance capitale dans les travaux car ils sont représentatifs du choix des chefs.</p> <p>- Evolution pour l'année 2015, il faut noter que la détention du BTEMG sera exigée pour l'accès au grade de colonel.</p> <p>- La directive n° 200/CESAT/ESORSEM/CDT du 19 juillet 2006 n'est plus applicable et fait l'objet d'évolution très régulière. Prendre en compte la dernière version du 5 juillet 2013.</p> <p>- Ces « formations » qui relèvent plutôt de la préparation opérationnelle ne sont que sont des formations internes d'adaptation à l'emploi. En revanche, pour les formations reconnues, c'est le CAF qui fait foi. Mais si la chaîne OTIAD fait reconnaître des AF pratiquées en interne (cf. 1^{er} RPIMA, EM DEF, CIAE...), on peut les inscrire au CAF. Donc action EMA.</p> <p>Remarques :</p> <p>1 - Ce ne sont pas des formations de cursus donc pas d'avancement à la clé.</p> <p>2 – Les RT ont disparu au 1er janvier 2011. Pour un personnel servant dans la chaîne OTIAD, il serait urgent de s'informer !</p>
---	---

	qui signifie "distances" / adresses des formations.	
88.	<p><u>Comment et pourquoi la directive, donnée et signée de la main du Général Délégué aux Réserves de l'Armée de Terre, n'est ni respectée ni appliquée.</u></p> <p>Réf : note-express émise par la DRAT en date du 25 septembre 2014.</p> <p>Mon unité, le CRRE n'est pas embasé. De fait, la saisie dans CONCERTO est directement faite par les personnels en charge de la gestion des réserves et ne fait l'objet d'aucun retard.</p> <p>A l'heure où je vous écris, je constate que la note express signée de la main du général JACQUEMENT ne semble pas être appliquée.</p> <p>Le bulletin de solde des personnels de réserve étant toujours aussi indigeste, je viens prendre contact avec mon gestionnaire pour essayer de comprendre et pour faire un état de rapprochement entre les sommes qui m'ont été payées au titre de la solde du mois de novembre et les activités que j'ai effectuées et qui ont été saisies dans CONCERTO avant le 21 octobre.</p> <p>Je suis au regret de constater que mon activité effectuée du 22 au 26 septembre n'a pas été prise en compte dans la solde du mois de novembre. Les 5 jours manquants sont annoncés avec la solde de décembre !</p> <p>Toujours selon la même note express, les jours d'activités réalisés et saisis dans concerto au plus tard le 10 novembre seront payés avec la solde de décembre. Là encore ce n'est</p>	<p>DRAT</p> <p>En premier lieu, la note évoquée dans la question n'est pas une directive mais une note technique destinée aux FE & aux OA. Aux FE pour qu'elles soient en capacité d'informer leurs réservistes des délais structurels en fin de gestion séparant l'activité et le paiement, ce qui relève du commandement de proximité. Au binôme FE/OA ensuite pour faire en sorte que ce même délai soit le plus court possible, ce qui participe à la fidélisation.</p> <p>En second lieu, il s'avère que les dates portées sur la note évoquée ont été remise en cause par des anomalies techniques de l'écosystème Louvois survenues dans le traitement de la solde sur les mois considérés. En outre, le phénomène a été aggravé par une montée en version de correctifs pour le mois de novembre, qui elle-même a généré un plus grand nombre d'anomalies.</p> <p>Plus globalement et au-delà du cas personnel évoqué, l'étude de l'exercice 2014 réalisée par les services du bureau pilotage des effectifs et de la masse salariale de l'EMAT, montre que les activités réalisées le mois M sont payées pour 50% sur le mois M+1 et 50% sur le mois M+2. Toutefois, ce cadencement a été perturbé notamment au mois de février et de septembre dernier. Au mois de février suite à des dysfonctionnements de l'écosystème Louvois et au mois de septembre suite à certain laxisme « estival » dans la saisie des activités. En effet et en contradiction avec la directive budgétaire 2014 qui demande une saisie, au plus tôt, des activités terminées dans le SIRH Concerto, nous avons constaté que seulement 20% des activités du mois d'août 2014 ont donné lieu à paiement en septembre.</p> <p>Au bilan, l'amélioration de la fidélisation est un souci permanent. Le délai séparant activité et paiement en est un des facteurs. C'est pourquoi l'armée de Terre œuvre en permanence, appuyée par bons nombres de réservistes, à la résolution des</p>

<p>pas le cas. En effet, j'ai été convoqué du 13 au 31 octobre et ai été déployé sur le terrain du 14 au 31 octobre. Cette activité saisie dans CONCERTO en semaine 45, soit avant la date limite. Elle n'apparaît toujours pas sur l'état de la solde de décembre ; pas moins 3500 €uros à venir... ! Je ne suis, semblerait-il, pas le seul à être dans cette situation. Est-il, une fois de plus, vraiment nécessaire de rappeler que les réservistes œuvrant dans le secteur privé sont souvent en "congéés sans soldes" lorsqu'ils participent à des périodes de rappel ?</p>	<p>dysfonctionnements constatés, qu'ils soient d'origine technique ou humaine.</p> <p>DC SCA</p> <p>- Sur un plan fonctionnel, les dates portées sur la note express jointe à la question ont été remises en cause par des anomalies techniques survenues dans le traitement de la solde sur les mois considérés. Le phénomène a été aggravé par une montée en version de correctifs pour le mois de novembre. Cette montée en version a généré un plus grand nombre d'anomalies, ce qui a nécessité des opérations correctives qui ont empêché la prise en compte de certains rappels, or comme les soldes de réservistes sont traitées en rappels...</p>
--	---

PJ à la question 83 :

	Janv	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept.	Oct.
Articles actifs à zéro DPC Terre	133	113	111	108	94	56	74	75	72	52
Nb total d'articles au catalogue DPC Terre	1 272	1 310	1 344	1 355	1 379	1 252	1 342	1 360	1 282	969
Taux de rupture catalogue DPC Terre	10,46%	8,63%	8,26%	7,97%	6,82%	4,47%	5,51%	5,51%	5,62%	5,37%